

Région de Bruxelles-Capitale

Brussels Hoofdstedelijk Gewest

* * * *

Arrondissement Administratif de Bruxelles-Capitale

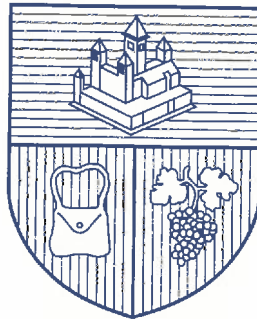
Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad

Commune de SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Adresse : av. de l'Astronomie, 13 - 1210 Bruxelles

Gemeente van SINT-JOOST-TEN-NODE

Adres : Sterrenkundelaan, 13 - 1210 Brussel



SAINT-JOSSE
SINT-JOOST

Budget pour l'exercice 2020
Begroting voor het dienstjaar 2020

NOTE DE SYNTHÈSE
SYNTHESENOTA

Collège / College : 07 / 01 / 2020

Conseil / Raad : 15 / 01 / 2020

Responsable du service des Finances :

Verantwoordelijke van de dienst Financiën : A. GHARBI

Tél./Tel. : 02/ 220.27.91

Traduction :

Vertaling : C. DE COSTER

SYNTHÈSE DU PROJET DE BUDGET POUR 2020 (rapport art. 96 NLC)

PRÉAMBULE

Le projet de budget pour l'exercice 2020 a été établi conformément à la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 06 septembre 2019 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2020.

Afin de répondre à la directive européenne 2011/85 et à l'article 242 bis de la Nouvelle Loi Communale, le projet de budget pour l'exercice 2020 répond également au plan triennal 2019-2020-2021, aussi bien en terme d'estimations que de continuité et perspectives.

Comme repris dans l'avis du 02 décembre 2019 de la commission visée à l'article 12 de l'Arrêté Royal du 02 août 1990 portant le règlement général de la nouvelle comptabilité communale se trouvant dans les annexes du présent budget, le budget 2020 tient également compte de l'ordonnance régionale du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour rappel, le budget ordinaire se compose d'un budget fonctionnel et d'un budget économique.

Le budget fonctionnel propose une présentation plutôt axée sur les fonctions du budget (administration, enseignement primaire et maternel, aide sociale, logement, etc.).

Le budget économique propose quant à lui une présentation uniquement axée sur la nature économique des recettes et dépenses, donc sans une distinction fonctionnelle. Ainsi lorsque vous consultez le code 111/01 "traitements du personnel communal" dans le budget économique, le montant renseigné correspond au montant total de ce type de dépenses à travers toutes les fonctions du budget.

Le budget extraordinaire quant à lui se présente toujours suivant l'ancienne présentation.

I. BUDGET ORDINAIRE

Le projet de budget 2020 se clôture à l'ordinaire par un boni de 562.596,75 € à l'exercice propre et par un boni de 7.418.236,64 € aux exercices cumulés.

Pour rappel, le résultat budgétaire ordinaire 2020 de prévu plan triennal 2019-2020-2021 s'élevait à un montant de 17.453,62 €.

Le boni de 562.596,75 € à l'exercice propre est en grande partie prélevé pour être affecté à un fonds de réserve ordinaire, à hauteur de 500.000,00 €. Ce prélèvement général est mieux expliqué dans le chapitre afférent aux prélèvements dans la présente note de synthèse (cf infra).

Quant à lui, le résultat aux exercices cumulés est le fruit de la prise en compte du résultat positif dégagé par le compte de l'exercice 2018, en absence d'une modification budgétaire 2019. Pour rappel, le compte de l'exercice 2018 a été approuvé par le Conseil communal du 09 octobre 2019.

Afin de respecter au mieux la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 06 septembre 2019 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2020 ainsi que les dernières instructions de l'autorité de tutelle régionale en matière de contrôle budgétaire, les dépenses du budget communal ordinaire 2020 se basent sur les montants réellement engagés aux exercices précédents, par la majeure partie en référence au compte de l'exercice 2018, tout en tenant compte d'une série de restrictions budgétaires, mais aussi des demandes inéluctables et incompressibles des services parvenues au Département des Finances, et ce afin de préserver le bon fonctionnement des activités communales notamment dans son aspect social, en tenant compte de l'évolution de son contexte démographique.

Dans le contexte financier difficile dans lequel les communes évoluent, le Collège s'inscrit dans une démarche de collaboration avec l'autorité de tutelle en respectant les exigences régionales en matière de contrôle des dépenses.

Le Collège ne souhaite pas faire peser la rigueur budgétaire sur le contribuable tennodois, mais opte davantage pour la poursuite de ses efforts visant à maîtriser les dépenses et améliorer ses recettes.

Ainsi, le Collège a pris la décision de limiter l'ensemble de ses dépenses pour les adapter à ses besoins réels.

Dans la conjoncture économique actuelle, le projet de budget 2020 tient compte, en matière de recettes, de tous les éléments nouveaux dont la Commune a eu connaissance au cours de l'exercice 2019.

La Commune enregistre par exemple une augmentation des recettes liées à la taxe additionnelle sur le précompte immobilier notamment par la reprise de la tour Astro, dans le calcul de la base imposable au 1er janvier 2019.

Aussi, la Commune enregistre une recette stable par rapport à 2019 liée à la Dotation Générale aux Communes, regroupée en une seule enveloppe annuelle depuis l'exercice 2018 par rapport aux exercices précédents, conformément aux directives de l'Autorité de Tutelle.

Comme pour le budget 2019, nous devons aussi tenir compte de la forte diminution des recettes de dettes, vu que le dividende Interfin était unique à l'exercice 2017.

La Commune enregistre aussi des recettes supplémentaires importantes liées à la prise en compte des nouvelles réglementations en matière de la taxe sur la non mise à disposition d'emplacements de parcage hors voirie accessoire aux entreprises économiques en dehors des heures de bureau ou de la taxe sur le dépôt de matériel et de matériaux sur le voie publique (taxe d'occupation de la voie publique) à partir du 1er janvier 2020.

Le Collège n'envisage pas de supprimer des services à la population, mais demandera à tous les services et partenaires de s'imposer une discipline budgétaire stricte. La tutelle régionale imposant cette rigueur budgétaire.

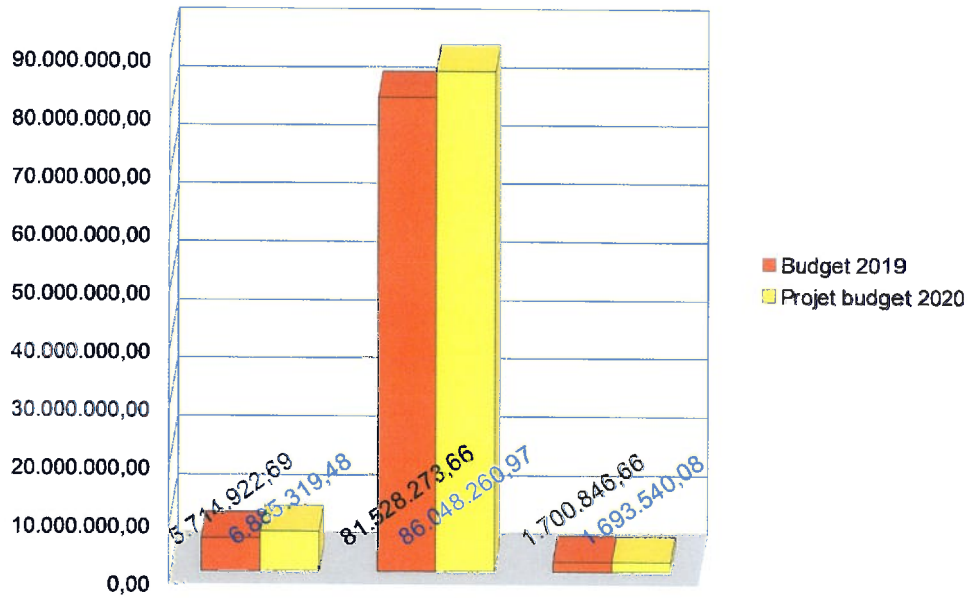
Enfin, le Collège s'évertuera à maîtriser les dépenses en effectuant des contrôles budgétaires réguliers, en gérant de manière efficace le patrimoine communal notamment en menant une politique de rationalisation des biens communaux et en diminuant la facture énergétique des bâtiments communaux.

Ci-dessous vous trouverez l'état des grandes subdivisions du budget 2020 par rapport au budget de l'exercice 2019 (la numérotation des titres correspond aux paragraphes explicatifs qui suivent ces tableaux).

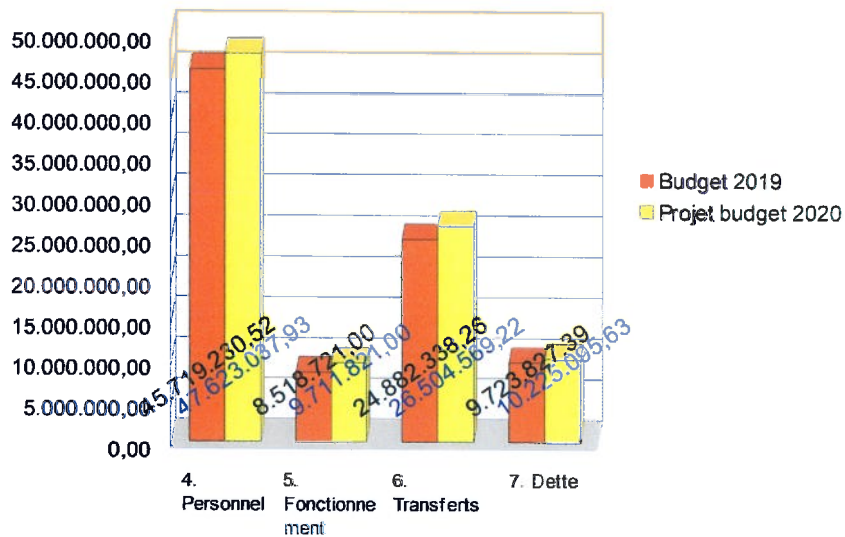
	Budget 2019	Projet budget 2020	Différence
Recettes			
1. Prestations	5.714.922,69	6.885.319,48	1.170.396,79
2. Transferts	81.528.273,66	86.048.260,97	4.519.987,31
3. Dette	1.700.846,66	1.693.540,08	-7.306,58
Total	88.944.043,01	94.627.120,53	5.683.077,52
Dépenses			
4. Personnel	45.719.230,52	47.623.037,93	1.903.807,41
5. Fonctionnement	8.518.721,00	9.711.821,00	1.193.100,00
6. Transferts	24.882.338,26	26.504.569,22	1.622.230,96
7. Dette	9.723.827,39	10.225.095,63	501.268,24
Total	88.844.117,17	94.064.523,78	5.220.406,61
Solde ex. propre	99.925,84	562.596,75	462.670,91
Ex. antérieurs	2.874.954,02	7.355.639,89	
8. Prélèvements	0,00	-500.000,00	
Résultats cumulés	2.974.879,86	7.418.236,64	

Veillez également trouver ci-dessous ces tableaux sous leurs formes de graphiques.

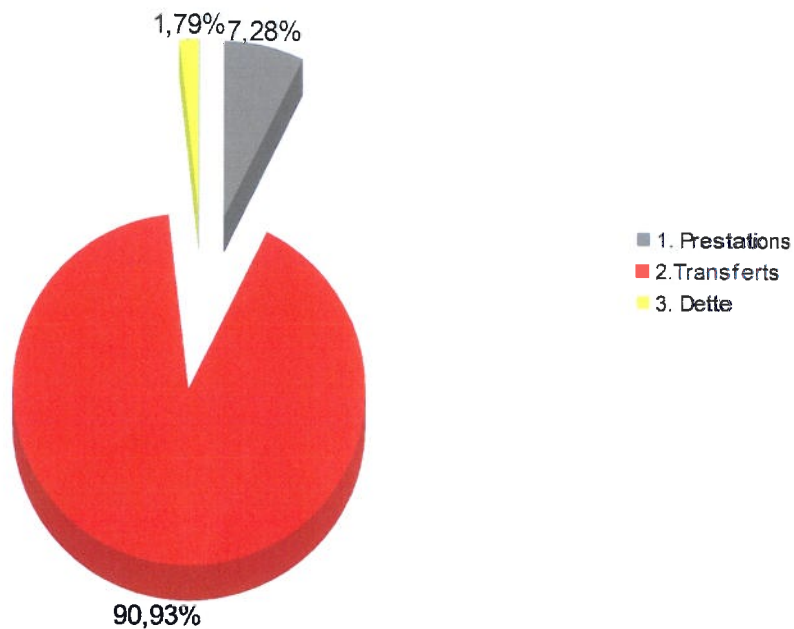
Comparatif des recettes



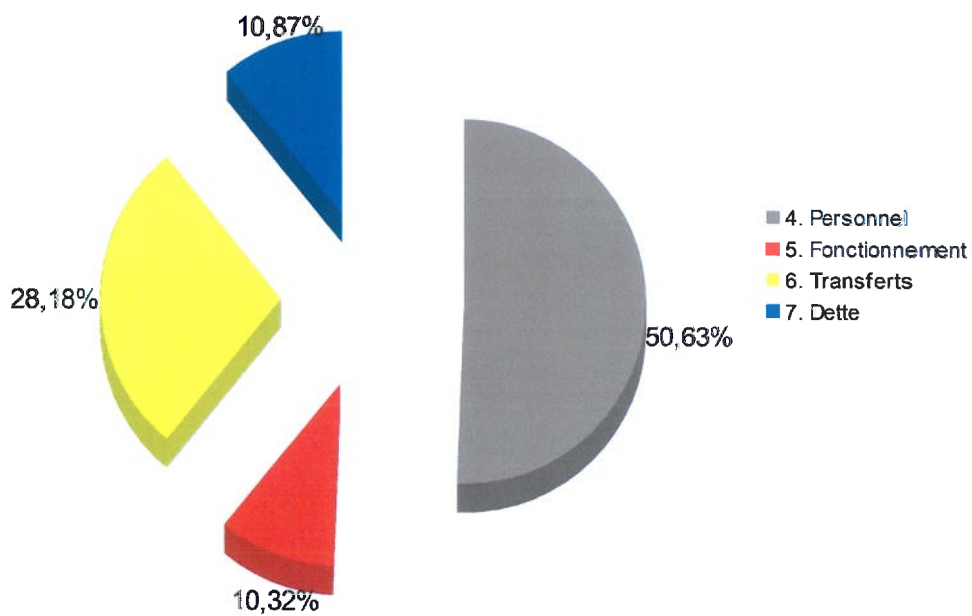
Comparatif des dépenses



Pourcentages des recettes 2020



Pourcentages des dépenses 2020



RECETTES

1. Prestations

montant : 6.885.319,48 € soit 7,28 % du total des recettes ordinaires

Ce chapitre présente, par rapport au budget de l'exercice 2019, une augmentation conséquente de + 1.170.396,79 €, soit une évolution de + 20,48 %.

La circulaire relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2020 nous invite à adapter les tarifs de manière régulière, aussi bien pour les prestations administratives que pour les loyers à indexer.

L'important travail technique fourni lors de l'élaboration du budget de l'exercice 2019 avait déjà permis une budgétisation tenant compte des matières et des dossiers en cours en fonction des paramètres actuels.

Dans cet esprit de continuité, le budget 2020 reprend globalement des recettes de prestations similaires, afin d'espérer obtenir des droits constatés se reprochant le plus de la réalité et atteindre ainsi le niveau des comptes 2017 et 2018.

Par exemple, les prévisions de recettes relatives aux logements et autres récupérations en matière de précompte immobilier, correspondent aux droits constatés lors des exercices précédents ou aux droits à constater lors de l'exercice budgétisé en fonction des éléments connus pour chaque dossier.

Un autre travail budgétaire important consiste à supprimer les cagnottes prévues durant l'exercice précédent dans le cadre de récupérations de notes de crédits ou indemnités diverses, afin que le budget communal de l'exercice 2020 traduise de la manière la plus précise possible la réalité des dossiers existants sur un seul et unique exercice comptable.

Citons les diminutions des recettes uniques aux exercices précédents, comme par exemple, le montant de 27.044,00 €, enregistré dans le cadre de la récupération d'arriérés liés à la copropriété du Chab, ou encore le montant de 25.000,00 €, enregistré dans le cadre de l'évacuation et le nettoyage du bâtiment sis rue de la Limite n°118.

Ce chapitre budgétaire se décompose en plusieurs parties :

- les droits de passages : ces recettes, budgétisées en postes variables pour résulter une diminution de 16.689,00 € par rapport au budget de l'exercice précédent, sont relatives aux prévisions de recettes des redevances en voiries pour le gaz et l'électricité. Les montants nous sont directement communiqués par la société Sibelga vers la fin de l'année précédent le budget concerné (courrier 06 août 2019).

- les produits des locations : ces recettes, essentiellement basées sur les recettes de locations de biens immobiliers, sont globalement maintenues aux mêmes taux par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice précédent, qui étaient déjà calculées sur base de l'application du taux minimal de l'inflation (index 2 %). Signalons aussi la budgétisation des nouveaux logements depuis l'année 2016, qui nous permettent de budgétiser les recettes des locations immobilières relatives aux logements à plus de 2.000.000,00 €, tout en tenant compte des recettes enregistrées durant l'année comptable 2017, 2018 et courant 2019. Les recettes de locations immobilières sont donc estimées en 2020 sur une base des recettes constatées au cours des exercices précédents, majorées par une indexation de 2%, tout en tenant compte des nouvelles recettes à venir en fonction du développement du parc locatif.

Enfin, concernant les recettes escomptées pour les parkings, nous maintenons le montant de 55.000 € de recettes qui trouve sa cagnotte équivalente en dépense de fonctionnement afin de tenir compte de la copropriété au Chab.

Depuis 2019, une recette supplémentaire de 5.400 € est enregistrée dans le cadre du loyer pour le parking AG sis rue Linné 35.

Comme repris dans notre plan triennal 2019-2020-2021, notons également la diminution de moitié de la recette prévue au budget de l'exercice 2019 concernant la mise en location des locaux Artemis, vu que le contrat de bail viendrait à échéance au mois de juin 2020.

- les autres recettes de prestation : ce chapitre traduit un ensemble de régularisations et d'adaptations de crédits en fonction des dossiers en cours à travers l'ensemble du budget communal 2020.

Notons qu'une grosse partie de ces recettes provient essentiellement des produits de prestations directes liées aux fonctions y relatives, autres qu'immobilières, comme les recettes pour les centres d'accueil de jour (crèches), les recettes liées aux copropriétés, ainsi que les différents décomptes de récupérations de consommations énergétiques (logements, patrimoines privés, etc...).

Nous constatons que ce chapitre représente la plus nette évolution en augmentation par rapport au budget de l'exercice précédent :

- Enregistrement de recettes de prestations liées à l'activité à plein régime des Bains de Saint-Josse. Cette estimation pour une année complète représente une enveloppe budgétaire de 200.000 € ;

- Mise en place d'une nouvelle cellule stationnement, laquelle prévoit des recettes horodateurs (tickets) annuelles de l'ordre de 630.000,00 € ;

- Mise en place d'une nouvelle cellule pour la gestion du parking Scailquin, laquelle prévoit des recettes annuelles pour le rotatif ainsi que pour les abonnements annuels au parking de l'ordre de 426.000,00 €, tout en tenant compte de la réduction du poste afférent à l'ancienne entrée de par la concession qui prend fin au 31 décembre 2019 de l'ordre de 75.000,00 € par an ;

- Nous pouvons également prendre en compte les recettes en augmentation liées à l'enregistrement des activités de la nouvelle crèche francophone « Les Comètes » (opérationnelle depuis début décembre 2019) qui tournera dorénavant en plein régime par rapport à l'estimation de l'année budgétaire 2019, afin de porter l'estimation de ces recettes de prestation à 570.000 € en 2020 contre 518.000 € en 2019 ;

- Rappelons aussi que depuis l'exercice 2017, ce chapitre de recette reprend la budgétisation annuelle des montants de dividendes compensatoires de la société Hydrobru / Vivaqua. En effet, la circulaire relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2017 nous demandait de ne plus considérer cette recette de 233.000 € comme étant un dividende, mais bien comme une recette de prestation, tant que la société Hydrobru / Vivaqua n'est pas dans la capacité de distribuer un dividende aux Communes. Pour l'estimation budgétaire de 2020, nous reprenons le courrier 24 juin 2019 de la compagnie Hydrobru / Vivaqua, lequel nous informe du montant de l'ordre de 261.064,50 € en matière de recettes à percevoir durant l'exercice 2019, basées sur l'indemnité couvrant les charges résiduelles pesant sur les Communes au 01 janvier 2019 (18 € par logement ou unité d'occupation desservi par notre Commune). Ce montant est indexé de 2% pour l'estimation 2020 afin de respecter les directives de notre Autorité de Tutelle à travers la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 06 septembre 2019 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2020.

2. Transferts

montant : 86.048.260,97 € soit 90,93 % du total des recettes ordinaires

L'augmentation de ce poste de recettes est relativement importante : nous comptabilisons une évolution budgétaire de + 4.519.987,31 € par rapport au budget de l'exercice 2019, soit + 5,54 %.

Tout comme pour les recettes de prestations, il est bon de rappeler que le budget de l'exercice 2020 tient compte des nouvelles décisions des Autorités communales pour ses recettes de transferts, notamment en matière d'adaptation des taux et tarifs des documents administratifs depuis 2018 pour la part communale à la population (cartes riverains, etc..).

Pour les différentes dotations, les recettes de transferts de l'exercice 2020 répondent aux instructions de la circulaire régionale du 06 septembre 2019 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2020 ainsi qu'aux différentes instructions de l'autorité de tutelle régionale par ses courriels du 24 septembre 2018 (DGC) et 25 octobre 2018 (dotation art. 46 bis), et sont prévues en fonction des conventions signées et des promesses confirmées par l'autorité subsidiante.

À titre d'exemple, concernant les dotations régionales, nous inscrivons le montant prévisionnel en très légère diminution de 5.760,29 € par rapport au budget de l'année 2019 pour la Dotation Générale aux Communes dicté par notre Autorité de Tutelle régionale, et regroupée en une seule enveloppe depuis l'exercice 2017 (dont la dotation sur l'amélioration de la situation budgétaire à prévoir dans le cadre de l'ordonnance du 19 juillet 2007).

Aussi, nous recevons comme instruction de comptabiliser une recette en augmentation de 8.113,93 € par rapport au budget précédent pour la dotation en exécution de l'article 46 bis de la loi du 12 janvier 1989.

Pour ce qui est du Fonds de compensation fiscale (Contributions de l'Autorité supérieure visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bxl-Capitale), nous inscrivons le même montant qu'à la dernière situation budgétaire de 2019, en tenant compte des différents paramétrages et textes de conventions concernant la nouvelle taxe additionnelle sur les hébergements touristiques (voir le paragraphe sur les additionnels communaux relatifs à la « City Tax »).

Les autres dotations relatives aux diverses augmentations barémiques ou contributions de l'autorité supérieure dans les frais de personnel non enseignant sont estimées par rapport aux droits réels constatés lors des exercices précédents (compte de l'exercice 2017 et 2018), mais aussi par rapport à l'évolution du personnel, afin que nos recettes budgétaires de 2020 correspondent le mieux possible à la réalité.

Par contre, tout comme indiqué dans le plan triennal 2019-2020-2021, l'ensemble des enveloppes destinées aux contributions de l'Autorité Supérieure dans les traitements du personnel enseignant reste identique à l'exercice 2019. Rappelons que les recettes liées au personnel de l'enseignement subventionné tiennent compte des derniers paramètres connus pour la clé de répartition entre l'enseignement francophone et néerlandophone, aussi bien pour la branche d'enseignement maternelle que primaire, et trouvent leurs contreparties égales en dépenses de personnel.

Dans le même ordre d'idée que pour le budget précédent, les recettes relatives aux contributions de l'autorité supérieure dans le cadre de contrats de sécurité et prévention, et dans le cadre de la Politique de la Ville ont été réadaptées en fonction des nouvelles lois et des nouveaux décrets votés.

Nous tenons ainsi compte de l'implémentation progressive des recettes PDV (rubrique diminuée en conséquence) pour permettre de transférer la prise en charge des gardiens de la paix sur subside régional, ainsi que de la suppression de la contribution de l'autorité supérieure pour les sommets européens (depuis 2017).

Toutes les recettes (et dépenses y afférentes) se basent sur des courriers et justificatifs réels dont la gestion est faite par le département de la prévention. Les évolutions de remboursements éventuels et non-valeurs y relatives seront étudiées plus loin dans la présente note (dans le chapitre des dépenses de transferts).

Concernant les recettes relatives aux Sanctions Administratives Communales (SAC), nous avons effectué un travail comptable pour tenir compte des recettes et droits réellement constatés lors des exercices comptables précédents, toujours pour que notre budget communal puisse le mieux possible traduire la réalité. Nous estimons qu'avec l'aide du nouveau logiciel pour un traitement de dossiers automatisé, ces recettes pourront largement atteindre le seuil des 320.000,00 € en 2020 (contre les 140.000,00 € budgétisés en 2019).

Pour les recettes relatives aux taxes communales, nous avons budgétisé nos recettes en fonction des directives de la circulaire du 06 septembre 2019 sur l'élaboration du budget communal 2020, ainsi que des dernières instructions de l'autorité de tutelle régionale en matière de contrôle budgétaire, à savoir la prise en compte des recettes qui résultent du compte 2018, réadaptées éventuellement à la suite de changements de taux actés ou prévus pour l'année 2019 et 2020, comme les diminutions des recettes liées aux cartes riverains, les augmentations des recettes liées à la taxe sur les dépôts de marchandises sur la voie publique (modifications règlement de taxe) en fonction des droits précédemment constatés ou des chantiers à prévoir, ou encore la prise en compte d'une année fiscale complète dans les recettes estimées notamment dans le cadre de la taxe sur la non mise à disposition d'emplacements de parkings (estimée sur base des droits constatés des exercices précédents et sur base de l'évolution des dossiers en cours en plus des modifications du règlement taxe dès l'année 2020), la prévision indexée comme dans notre plan triennal 2019-2020-2021 concernant les taxes sur les surfaces de bureaux et les nouveaux taux y afférents depuis 2019, tout en

prenant en compte l'estimation des nouvelles recettes escomptées en la matière pour la Silver Tower (à partir d'octobre 2020) ou encore pour le Covent Garden place Rogier (opérateur privé taxable dès l'exercice d'imposition 2020 dans le cadre du nouveau règlement de taxes sur les surfaces de bureaux), la prise en compte des paramètres techniques pour le calcul de la recette du précompte immobilier (voir infra) ou encore le maintien de la prévision de recette dans le cadre de la taxe sur les GSM - Pylônes et la City Tax.

Nos estimations pour le budget communal 2020 sont aussi calculées en fonction de la continuité du travail de régularisation des dossiers favorables (travail plus approfondi de recensement, meilleure gestion depuis centralisation des dossiers aux travaux publics à l'aide du programme OSIRIS depuis l'année 2017, etc...) ou défavorables (dossiers pour lesquels la récupération est spécifique aux exercices précédents) en cours lors de la dernière situation budgétaire de l'exercice 2018 ou 2019 (impact repris en non-valeurs, qui sont étudiées directement dans le chapitre des dépenses de transferts).

Citons par exemple une récupération de 367.741,59 € provenant de la Région dans le cadre du dossier relatif au FRBRTC (acquisition de l'immeuble sis rue Royale 284 durant l'année 2018), qui trouve son montant équilibré en dépense de dette.

Les recettes liées aux horodateurs (nouvelle cellule stationnement : 1.367.000,00 pour les recettes afférentes aux redevances stationnement) sont en nette augmentation par rapport au budget de l'année précédente (ancienne recette concession horodateurs pour 850.000,00 € en 2019).

Rappelons aussi que tout comme pour 2019, une recette de 132.000 €, correspondant aux cartes de dérogation (riverain) est incorporée dans l'enveloppe destinée aux taxes sur la délivrance des documents administratifs (550.000,00 € au total pour tous les services communaux).

Les dépenses résultant de la rétrocession à l'Agence Régionale de Stationnement seront étudiées plus loin dans la présente note (chapitre des dépenses de transferts).

Les recettes de transferts concernant les subsides à percevoir dans le cadre du fonctionnement des crèches existantes aussi qu'au fonctionnement à plein régime de la nouvelle crèche « Les Comètes » restent constantes au niveau de la budgétisation, ce qui nous permettra de rester prudents et de ne pas surestimer nos recettes par rapport aux droits réellement constatés (en fonction des éléments de dossiers et promesses de subsides en notre possession) et aux promesses de subsides à venir.

Les primes à la rénovation pour les logements situés dans le territoire communal sont maintenues au même niveau que pour le budget de l'année 2019 et trouvent donc leurs dépenses budgétisées en contrepartie (voir plus loin dans la présente note, le chapitre relatif aux dépenses de transferts).

Concernant les différentes contributions de l'Autorité Supérieure et aux contributions spécifiques en destination du CPAS, nous avons étudié ces chiffres en parallèle avec le budget 2020 du CPAS (Comité de Concertation Commune/CPAS du 27 novembre 2019).

Afin de régulariser les dossiers en cours entre 2019 et 2020, nous devons aussi bien tenir compte des enveloppes destinées aux frais de déplacements du personnel et aux primes linguistiques à recevoir sur les deux années pour un montant de 216.151,65 € (car encore rien perçu sur 2019), que des enveloppes destinées aux augmentations barémiques pour 2020 (242.600,00 €) et autre subside migrants en application de l'Ordonnance du 13 février 2003 (43.834,95 €). Une contrepartie se trouve en dépenses de transferts (voir le chapitre dédié aux dépenses de transferts plus loin dans la présente note).

Signalons le montant de 200.000,00 € à inscrire en recettes de transferts, mais qui ont leurs contreparties en dépenses de transferts, pour la rétrocession à la Zone de Police des subsides liés au contrat de sécurité (Subside EX-CSS Intérieur de 2019).

Enfin, une augmentation importante de ce chapitre de recette se comptabilise en recettes concernant les taxes sur les additionnels communaux. En voici leurs différentes répartitions :

– PRI : taxe additionnelle au précompte immobilier :

Conformément à la circulaire sur l'élaboration du budget 2020 du 06 septembre 2019, laquelle nous demande de tenir compte du revenu cadastral au 1er janvier 2019 hors matériel et outillage dans le calcul de la prévision de l'exercice 2020, indexé à par le coefficient 1,879.

Nous tenons donc compte de cette méthodologie de calcul, qui reprend le montant du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2019 hors matériel et outillage, multiplié entre autres, par le coefficient de pondération Z mesurant l'écart entre les prévisions et les droits constatés au cours des 5 dernières années, pour porter l'estimation de cette recette au budget de l'exercice 2020 à 27.143.715,17 € (contre 25.904.666,37 € budgétisée en 2019). Cette prévision importante de l'augmentation des recettes de transferts tient compte de l'additionnel PRI de la tour Astro à plein régime.

Pour mémoire, les recettes relatives à la taxe additionnelle au précompte immobilier étaient estimées à 24.280.831,86 € à la dernière modification budgétaire 2017 (réellement constatées pour 24.454.811,43 €, tout en sachant que les paramètres de la formule de calcul de cette recette tenaient compte du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2015, hors matériel et outillage, selon le complément de circulaire Tutelle du 24 octobre 2016) et à 25.629.551,61 € pour le budget de l'année 2018 (réellement constatées pour 26.509.666,04 €, tout en sachant que les paramètres de la formule de calcul de cette recette tenaient compte du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2017, hors matériel et outillage).

– IPP : taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques :

La circulaire sur l'élaboration des budgets communaux 2020 du 06 septembre 2019 nous demande de reprendre l'estimation IPP du SPF Finances recalculé selon la méthodologie qui tient compte de la moyenne sur 5 ans et d'un coefficient de pondération.

Nous pouvons donc déjà tenir compte du courrier du SPF Finances daté du 25 octobre 2019 pour nos prévisions budgétaires 2020, dans lequel sont repris les différents détails en matière de fiscalisation et de régularisations éventuelles à opérer sur plusieurs années (avances, Tax Shift et autres), et pour lequel la prévision budgétaire 2020 s'élève à 2.567.480,83 € (contre 2.456.129,03 € en 2019).

Après application des différents paramètres de calcul, ce montant est donc en augmentation de 157.920,96 € par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2019, pour être budgétisé à concurrence de 2.440.647,28 €.

– Taxe additionnelle à la taxe automobile :

En l'absence de l'estimation du SPF Finances, la circulaire sur l'élaboration des budgets communaux 2020 du 06 septembre 2019 nous demande reprendre l'estimation présentée dans le plan triennal 2019-2020-2021, qui correspond au montant calculé en 2019 indexé de 2%.

– Taxe additionnelle à la taxe sur les hébergements touristiques (dénommée « City Tax ») :

Comme pour le budget de l'exercice 2018 et 2019, cette recette fait l'objet d'une convention adoptée par le Conseil communal en sa séance du 19 décembre 2016, englobant les différents éléments financiers relatifs à dotation régionale dans le cadre du développement économique des Communes (fonds de compensation fiscale), en contrepartie avec la suppression du règlement de taxe sur les hôtels.

3. Dette

montant : 1.693.540,08 € soit 1,79 % du total des recettes ordinaires

Ce département présente une légère diminution de **- 7.306,58 €** par rapport au budget de l'exercice 2019, soit une évolution de **- 0,43 %**.

Afin de respecter la circulaire régionale du 06 septembre 2019 relative à l'élaboration du budget communal 2020, les recettes de dettes sont enregistrées conformément aux montants communiqués par les débiteurs de revenus vu que ces montants sont compatibles avec ceux effectivement perçus au cours des exercices précédents.

Les intérêts créditeurs sont aussi estimés sur base d'un échéancier de trésorerie. Ici, la budgétisation est identique à la dernière situation budgétaire de l'exercice précédent, vu l'état de notre trésorerie et vu l'état des taux d'intérêts proposés à court terme.

Ce chapitre du budget est aussi composé d'une variation d'articles recalculés pour tenir compte de l'évolution des emprunts en cours. Ces fluctuations trouvent leurs équilibres en dépenses de dettes, ce qui permet de porter leurs influences à zéro.

Comme étudié plus haut dans la présente note, plus précisément dans le chapitre afférent aux recettes de prestations, depuis l'année budgétaire 2017, il nous est demandé de ne plus considérer les recettes de dividendes compensatoires annuels de la société Hydrobru / Vivaqua comme étant un dividende à part entière, mais bien comme une recette de prestation, tant que la société Hydrobru / Vivaqua n'est pas dans la capacité de distribuer un dividende aux Communes.

Tout comme pour 2019, nous supprimons donc sa budgétisation du chapitre afférent aux recettes de dettes.

Concernant les prévisions de dividendes à percevoir de la société Sibelga pour l'exercice 2020, nous enregistrons une légère diminution des recettes à concurrence de 7.306,58 € par rapport au budget de l'exercice 2019 (données communiquées par la société Sibelga, par son courrier daté du 06 août 2019).

À titre d'information, l'évolution déficitaire de ce chapitre budgétaire par rapport à l'exercice comptable 2017 s'explique grandement par la suppression depuis le budget communal de l'exercice 2018 de l'enregistrement d'une recette exceptionnelle et unique à l'exercice budgétaire de l'année 2017 provenant des dividendes Interfin, à concurrence de 1.371.256,65 €.

DÉPENSES

4. Personnel

montant : 47.623.037,93 € soit 50,63 % du total des dépenses ordinaires

Ce poste du budget présente une augmentation d'un montant de + 1.903.807,41 € par rapport au budget de l'exercice 2019, soit une évolution de + 4,16 %.

Les prévisions de ces dépenses ont été estimées par le département GRH.

Comme étudiées précédemment dans cette synthèse budgétaire, les dépenses liées au personnel de l'enseignement subventionné sont revues en fonction des éléments qui proviennent directement du compte de l'exercice 2018 (arrondis au millier supérieur) et trouvent leurs contreparties égales en recettes de transferts.

Sont aussi prévues les enveloppes budgétaires nécessaires aux interventions à 100 % dans les frais de transport de l'ensemble du personnel communal (comprenant donc également le corps enseignant).

En matière de chèques repas, la budgétisation 2020 tient compte de l'augmentation de 1 € par chèque repas (ce qui porte dorénavant la valeur d'un chèque repas à 8 € l'unité) prise en compte dans le courant de l'exercice 2019.

Concernant les assurances loi, les prévisions budgétaires 2020 tiennent compte des besoins en la matière, notamment afin de régulariser les dossiers reportés depuis l'exercice 2018.

Enfin, les frais en personnel relatifs aux élections prévues dans le budget précédent pour le mois de mai 2019, estimées à 50.000,00 €, sont supprimés du budget de l'exercice 2020.

En matière de Fonds des pensions, le budget 2020 tient compte des dernières études et analyse de notre département GRH. En supplément aux cotisations de base, les coûts des charges en rapport avec les cotisations de responsabilisations démontrent des augmentations presque exponentielles pour les années à venir. Afin d'éponger partiellement cette charge à venir et en attendant d'une solution drastique qui devra pallier cette problématique, le projet de budget 2020 prévoit d'ores et déjà la création d'un fonds de réserve ordinaire dans lequel une majeure partie du résultat de l'exercice est affecté ; à savoir un montant de 500.000,00 €. Cette thésaurisation est aussi expliquée dans le chapitre afférent aux prélèvements (cf infra).

Afin de parfaire votre lecture, nous vous invitons donc à consulter la note sur la situation du personnel communal pour obtenir plus de précisions concernant les différentes annexes et budgétisations en rapport avec le volet du personnel, aussi bien en recettes qu'en dépenses (budgétisation du personnel nécessaire pour les nouvelles cellules parking et stationnement, pour les Bains, la petite enfance, les Fonds de pension, le dossier relatif au 4/5 temps, etc...).

5. Fonctionnement

montant : 9.711.821,00 € soit 10,32 % du total des dépenses ordinaires

Ce poste présente quant à lui une augmentation de l'ordre de + 1.193.100,00 € par rapport au budget de l'exercice 2019, soit une évolution de + 14,01 %.

Malgré les coûts généraux en matière de dépenses en fonctionnement, c'est au prix d'efforts considérables que nous avons réussi à maîtriser nos prévisions budgétaires 2020 afin de contenir au possible certains postes par rapport aux prévisions budgétaires des exercices précédents, tout en restant en adéquation avec notre plan financier 2019-2020-2021.

Dans le cadre de l'élaboration des dépenses de fonctionnement du budget communal de l'exercice 2020, nous prenons bien évidemment en compte les directives de la Tutelle régionale afin d'appliquer au mieux les paramètres repris dans la circulaire du 06 septembre 2019 sur l'élaboration du budget communal de l'exercice 2020 : hormis pour les nouvelles initiatives ou installations justifiées, les dépenses en fonctionnement sont limitées à une croissance de 3,2 % par rapport aux dépenses engagées au compte de l'exercice 2018. Le Bureau fédéral du Plan prévoit en effet une inflation de 1,6 % en 2019 et de 1,6 % en 2020.

L'ensemble des dépenses de fonctionnement engagé au compte de l'exercice 2018 présente un total de 7.478.870,47 €. Si le paramètre de la circulaire précitée y est appliqué, nous pouvons déterminer le seuil de la croissance calculée au montant de 7.718.194,33 €.

Quant à lui, le montant total alloué au budget 2019 pour les dépenses de fonctionnement s'élève à 8.518.721,00 €.

Pour rappel, en sa période d'élaboration, nous nous sommes grandement basés sur les chiffres connus du compte 2018 non clôturé pour ce chapitre du budget de l'exercice 2019, tout en tenant compte des nouveaux projets à mettre en place (fonctionnement des Bains, les frais techniques pour les fournitures de bâtiments comme les nouvelles crèches, les régularisations d'anciens dossiers en souffrance, etc ...), et tout en insistant sur le travail considérable de nettoyage des postes uniques aux exercices précédents.

En cette fin d'année 2019, nous pouvons d'ores et déjà constater que les données du compte de l'exercice 2018, plus réalistes à l'heure actuelle car clôturés, coïncident avec le budget de fonctionnement de l'exercice 2019. Ceux-ci sont donc en adéquation avec le travail d'élaboration des dépenses en fonctionnement du budget 2020.

Cette logique nous permet alors de suivre notre plan triennal 2019-2020-2021, lequel reprend un montant total de dépense en fonctionnement de 8.689.095,42 € pour 2020 (pour rappel, nous avons appliqué les paramètres de la circulaire relative au dossier, à savoir un index de 2 % en 2020).

Afin de nous permettre de garantir le bon fonctionnement de notre Administration communale, et afin de garder une continuité et une cohérence dans le suivi des dossiers, il a aussi été question de produire un travail de la limitation des dépenses ne devant plus être prises en compte en 2020, car uniques à l'exercice 2019 (ou antérieures), comme les frais d'organisation pour les élections de mai 2019, les frais uniques régularisés durant l'année concernée comme la rétrocession vers le gestionnaire du parking Scailquin, etc ...

Il est aussi bon de souligner que la budget de fonctionnement 2020 se base sur le budget de fonctionnement 2019 initial, donc sans ajustements de crédits au niveau de la répartition des articles budgétaires, afin de mettre en exergue les besoins spécifiques de chaque département concerné pour la bonne gestion des dossiers à travers le budget lui-même inspiré du compte de l'exercice 2018, sans pour autant prendre en compte les régularisations typiques à cette fin d'année 2019 (exemple : régularisation décompte parking Scailquin pour les exercices 2017 et 2018).

Pour arriver à une budgétisation totale de 9.711.821,00 € au budget 2020, nous implémentons les dépenses de fonctionnement dites « inéluctables » et « nouveaux projets » justifiables, tout en procédant à un maximum d'économie sur certaines enveloppes budgétaires à diminuer.

Comme dit précédemment, le Collège s'évertuera à maîtriser les dépenses en effectuant des contrôles budgétaires réguliers, en gérant de manière efficace le patrimoine communal notamment en menant une politique de rationalisation des biens communaux et en diminuant la facture énergétique des bâtiments communaux.

Ce chapitre du budget communal ordinaire de l'exercice 2020 est donc complètement justifié en vue des nouvelles initiatives ou installations afférentes à la projection budgétaire de l'exercice 2020.

À titre d'exemple (liste non exhaustive, car les mouvements de crédits sont opérés à travers tout le budget), nous pouvons clairement démontrer les besoins inéluctables comme suite :

- prise en compte des dépenses liées aux crèches qui tournent dorénavant en plein régime (en ce compris la nouvelle crèche « Les Comètes », à travers une multitude d'articles budgétaires concernés, pour comptabiliser une enveloppe supplémentaire de 82.116,00 € par rapport à l'exercice précédent ;
- dépenses liées à la bonne gestion financière du volet enseignement, dont l'acquisition de livres scolaires supplémentaires ;
- dépenses liées à la bonne gestion financière du volet assurances et régularisation de dossier en attente de paiement ;

- dépenses liées à la continuité du programme de formation du personnel communal ;
- dépenses de fonctionnement liées au développement du charroi communal ;
- retour de la gestion des Bains de Saint-Josse dans le giron communal, pour lesquels nous devons tenir compte d'un exercice à plein régime (enveloppes de 200.000,00 € doublées et réparties à travers les articles budgétaires concernés, pour totaliser 403.000 € de dépenses en fonctionnement) ;
- prise en compte des dépenses qui trouvent leurs recettes en équivalence (exemple :vidéo promotionnelle pour la nouvelle Maison des Cultures, etc..) ;
- prise en compte des dépenses incompressibles liées à la bonne gestion de la nouvelle cellule stationnement, basée sur la moyenne des bilans et comptes des résultats de la société gestionnaire durant les exercices précédents (jusque 2018) : enveloppe supplémentaire de 496.500,00 € répartie à travers les articles budgétaires concernés ;
- prise en compte des dépenses incompressibles liées à la bonne gestion de la nouvelle cellule parking (Scailquin), basée sur la moyenne des bilans et comptes des résultats de la société gestionnaire durant les exercices précédents (jusque 2018) : enveloppe supplémentaire de 172.071,00 € répartie à travers les articles budgétaires concernés ;
- prise en compte de la gestion du parc informatique et maintenance des logiciels, anciens et nouveaux, comme Inforius (pour la gestion du stationnement) ;
- prise en compte des besoins supplémentaires en matière de téléphonie, entre autres pour prévoir les consommations des nouvelles équipes de la cellule stationnement ou parking ;
- prise en compte des besoins en matière de frais de prestations de tiers pour la maintenance des bâtiments, comme notamment les logements communaux (+ 35.900,00 €) ou autres immeubles à destination non locative ;
- prise en compte des dépenses de gestion courante et de programme d'organisation d'événementiels (le Carnaval de Saint-Josse, la coupe d'Europe de football, etc..) ;
- prise en compte des régularisations des dossiers en souffrance et augmentation des coûts de fonctionnement (loyer Artemis et clôture du dossier,, prévision de fournitures techniques comme pour la masse d'habillement du personnel communal ou encore la soupe à prévoir dans les prochains réfectoires à aménager dans les bâtiments communaux).

6. Transferts

montant : 26.504.569,22 € soit 28,18 % du total des dépenses ordinaires

Ce chapitre propose une augmentation de + 1.622.230,96 € par rapport au budget de l'exercice 2019, soit une évolution de + 6,52 %.

Il est à noter que certaines dépenses de transferts trouvent leurs montants budgétisés en recettes équivalentes (voir supra).

Il est tout d'abord très important de rappeler que le regroupement de la Dotation Générale aux Communes en une seule et même cagnotte (voir chapitre de recette de transferts pour plus d'explicatifs) aura une conséquence favorable sur nos dépenses de transferts. En effet, depuis l'année budgétaire 2018, la Tutelle nous invite à ne plus tenir compte des 3% à de la DGC à rétrocéder dans le cadre de la confection des budgets en cours et suivants.

Dans la continuité du travail de régularisation des dossiers de non-valeurs de droits constatés perçus sur exercices antérieurs et afin que le résultat de trésorerie coïncide avec le résultat budgétaire, conformément aux instructions de la circulaire du 06 septembre 2019 sur l'élaboration du budget communal 2020, nous budgétisons un montant réaliste de 50.000 € en 2020, afin de correspondre aux montants déjà apparents au compte de l'exercice 2018. Il est à noter que l'alimentation de ce poste et le lissage de cette dépense sur plusieurs exercices comptables doit se faire pour les besoins en non-valeurs de droits constatés non perçus du service ordinaire, donc sans remboursements. Le compte budgétaire de l'exercice 2018 présentant un large boni, nous avons pu déjà régulariser une grosse partie des dossiers en instance, afin de mieux soulager les budgets des exercices 2020 et suivants.

Nous pouvons aussi noter l'enregistrement d'une enveloppe budgétaire s'élevant à 140.958,06 € (contre 93.972,04 € en 2019) dans le cadre des remboursements au SPF Intérieur de subsides concernant des dossiers de 2017 et 2018 (pour rappel : de 2015 et 2016 pour le budget 2019), concernant le recalcule des justifications des salaires des gardiens de la paix sur base des jours prestés, ou les factures en lien direct avec l'action, ou encore la justification du statut activa en fin de contrat.

Nous avons diminué ou supprimé des enveloppes prévues au budget 2019 en fonction des dossiers en cours, comme par exemple dans le cadre de la propreté publique, plus précisément dans le cadre du remboursement d'un subside à l'IBGE pour les dossiers relatifs aux chats domestiques, aux canisites, etc...(rétrocession d'un subside de 8.000 € : cette information apparaissait déjà dans notre plan triennal 2019-2020-2021).

Aussi, comme pour 2019, citons par exemple les 175.000 € de dotations prévus au budget de l'exercice précédent dans le cadre de l'intervention prévue dans le déficit des Bains de Saint-Josse qui sont dorénavant supprimés du chapitre des dépenses de transferts (voir supra dépenses en personnel et de fonctionnement).

La rétrocession des 15% du montant des recettes de stationnement (après déduction des coûts, selon notre étude bilantaire reprise en recettes de prestations, en recettes de transferts, en dépenses de personnel et en dépenses de fonctionnement) à l'Agence Régionale du Stationnement sera aussi prévue au budget de l'exercice 2020 : nous comptabilisons cette rétrocession à concurrence de 150.000,00 €, en lieu et place des 127.500,00 € prévus au budget de l'exercice 2019.

Comme pour le budget de l'exercice précédent, nous prenons en compte les derniers montants de cotisations connus, par exemple l'augmentation de la quote-part Brulabo.

Tout comme pour le budget de l'exercice 2019, le subside budgétisé pour la Maison de la Famille asbl reste estimé à concurrence de 250.000 € (sur fonds propres). Ce subside est aussi partiellement augmenté de 100.000 € par la cagnotte PDV relative à la guidance budgétaire de l'exercice 2020.

Comme étudiées dans le chapitre relatif aux recettes de transferts, les primes à la rénovation pour les logements repris sur le territoire communal resteront budgétisées au même seuil qu'au budget de l'exercice précédent.

Le budget 2020 tient aussi compte des récentes décisions des Autorités communales pour ses dépenses en transferts, notamment par l'application depuis janvier 2018 du règlement d'aide à la relance économique des commerçants tennodois, dont l'enveloppe annuelle est estimée à 75.000,00 €.

Afin de rester vigilants et par manque d'informations sur la suite des dossiers relatifs aux Fabrique d'Eglises, une enveloppe budgétaire de 150.000 € est prévue à l'ordinaire dans le cadre de l'intervention de la Commune dans le déficit de ces Fabriques d'Église. Ce montant est estimé sur base des budgets prévisionnels des exercices précédents des différentes Fabriques d'Églises pour lesquelles nous alimentons le déficit.

Nous prévoyons également une cagnotte de 10.000,00 € (additionnée de 5.000,00 € pour tenir compte des régularisations afférents à 2019) concernant les dossiers de remboursements aux parents (20%) pour l'accueil extrascolaire néerlandophone.

Le budget de dépenses en transferts pour l'exercice 2020 se voit aussi augmenter d'un montant prévisionnel de 51.750,00 €, dans le cadre de l'octroi des primes de naissances de la population tennodoise. Le département de l'Etat civil recense une moyenne de 414 naissances sur une année, pour une prime de 125,00 € par naissance.

À l'identique, nous veillerons à garantir le bon fonctionnement des institutions de nos partenaires tout en menant une politique économique et budgétaire structurelle et efficace. Les subsides aux organismes et aux ménages restent identiques qu'à la dernière situation budgétaire de 2019, hormis pour le dossier suivant :

– Mission Locale de Saint-Josse-ten-Noode asbl :
une enveloppe supplémentaire annuelle est attribuée pour garantir le bon fonctionnement de l'asbl, notamment pour la prise en compte de l'augmentation de la valeur des chèques repas. Le subside annuel passe donc de 320.000,00 € à 360.000,00 € dès l'année budgétaire 2020. Aussi, pour palier le manque de modifications budgétaires 2019, nous devons tenir compte d'un supplément de 10.000,00 € unique à l'exercice 2019, ce qui porte finalement l'enveloppe prévue en 2020 à un montant total de 370.000,00 €, à répartir selon les règles de la loi du 14 novembre 1983 (80% du subside durant l'année concernée et le solde de 20% l'année suivante en fonction du résultat du compte de l'année concernée).

Pour les dépenses de transferts à la Zone de Police, nous rencontrons parfaitement la demande du Collège de Police, par son courrier du 27 septembre 2018 relatif au budget 2019 et au plan pluriannuel 2020-2021, par laquelle l'inscription d'un montant s'élevant à 13.242.259,27 € est repris en tant que quote-part communale de l'exercice budgétaire 2020 pour notre Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Signalons le montant de 200.000,00 € à inscrire en dépense de transferts, mais qui ont leurs contreparties en recettes de transferts, pour la rétrocession à la Zone de Police des subsides liés au contrat de sécurité (Subside EX-CSS Intérieur de 2019).

Viennent ensuite s'implémenter les régularisations de subsides EX-CSS Intérieur relatifs aux exercices précédents, pour des montants additionnés de 49.888,02 €.

Afin, rappelons que depuis l'exercice budgétaire de l'année 2016, nous avons convenu avec la Zone de Police l'étalement sur 5 années budgétaires du montant de 1.715.315,16 € relatif aux dossiers de rétrocessions pour contrats de sécurité d'exercices antérieurs (2006 à 2009 et 2012). Comme repris dans notre plan triennal 2019-2020-2021, cette dette viendrait à échéance durant l'exercice budgétaire 2020, pour lequel un dernier montant de 343.063,30 € est enregistré.

Pour les dépenses de transferts au CPAS, nous tiendrons compte des éléments convenus avec ses autorités lors du Comité de concertation entre notre Commune et son CPAS en date du 27 novembre 2019.

Les différentes matières négociées comme le budget 2020 ou encore les budgets alloués aux dépenses de fonctionnement, d'encadrement et de mise en oeuvre des articles 60 (cfr note y afférente et annexe B6) se retrouvent dans le Procès-Verbal de ce Comité de Concertation du 27 novembre 2019, lui-même repris dans le cahier d'annexes de notre budget de l'exercice 2020.

Rappelons que les instructions reprises dans la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 06 septembre 2019 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2020 nous invitent à réduire à due concurrence le montant de l'intervention communale lorsque le CPAS aurait dégagé un boni afférent aux exercices précédents.

Cette opération a déjà fait l'objet d'une diminution de dotation 2019 lors de la remise du compte de l'exercice 2018 du CPAS (Conseil communal du 11 septembre 2019), de par son boni de 445.626,37, pour porter la dotation 2019 au montant de 9.000.000,00 €. Pour le calcul de la dotation de l'exercice budgétaire 2020 vers le CPAS, nous respecterons notre plan triennal 2019-2020-2021, lequel traduit une augmentation de l'ordre de 2% d'indexation pour porter la dotation 2020 au montant de 9.180.000,00 €.

Ce même raisonnement est étudié en concertation avec notre partenaire, et en attente du prochain résultat du compte 2019 du CPAS, nous estimons que le montant nécessaire au CPAS pour présenter à son tour un budget 2020 en équilibre s'élève à 9.180.000,00 €.

Notons que les montants inscrits au budget 2020, aussi bien en recette qu'en dépense de transferts, relatifs aux rétrocessions de subsides au CPAS (dont les 43.834,95 € concernant la rétrocession du subside provenant du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale vers le CPAS concernant les aides pour soutenir les personnes migrantes, les sans-abri, les gens du voyage et les personnes dites « roms ») ont été approuvés lors du Comité de Concertation Commune/CPAS du 27 novembre 2019. En l'absence de perception de subsides des Autorités compétentes courant d'année 2019, nous prévoyons des enveloppes de régularisations pour 2019 et 2020, qui seront réadaptées lors de prochains travaux budgétaires, lorsque les comptes 2019 seront clôturés.

7. Dette

montant : 10.225.095,63 € soit 10,87 % du total des dépenses ordinaires

Cette dernière rubrique du budget communal ordinaire présente une augmentation de l'ordre de + 501.268,24 € par rapport au budget de l'exercice 2019, soit une évolution de + 5,16 %.

Concernant les dépenses de dette 2020 de notre Commune, la prévision des intérêts débiteurs est identique qu'en 2019, à savoir une enveloppe budgétaire de 30.000 €, afin de correspondre à l'échéancier probable de la trésorerie communale, conformément à la circulaire du 06 septembre 2019 sur l'élaboration du budget communal de l'exercice 2020.

Hormis pour la comptabilisation des intérêts moratoires, de retard ou assimilés, qui sont budgétisés presque à l'identique qu'au budget de l'exercice 2019, à savoir 40.000,00 € en prévision 2020 (en fonction de la prise de connaissance des dossiers litigieux en cours), les dépenses de dette proviennent essentiellement de l'évolution des charges de nos emprunts vis-à-vis de Belfius Banque, Fortis Banque et récemment ING Banque (depuis fin de l'année 2017).

Les variations des postes des charges d'emprunt sont également expliquées par l'évolution de la dette cumulée en plus du programme extraordinaire 2020, sachant que le total des dépenses d'emprunts extraordinaires à prévoir en 2020 (85.162.080,00 €) est plus élevé que celui présent dans la situation budgétaire à l'exercice initial de 2019 (59.602.126,00 €).

Comme pour le budget communal de l'exercice 2020, le calcul des montants à reprendre en charges de dettes pour les nouveaux emprunts dans le projet de budget 2020 ne tient compte que de 2 mois d'emprunts.

L'impact des emprunts 2020 sur le budget ordinaire 2020 s'élève à un montant de 78.269,33 € (calcul = 469.616 € / 6) contre 133.890,50 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2019 (calcul = 803.343 € / 6).

Malgré la forte augmentation des emprunts (et des dépenses d'investissements qui évoluent en parallèle) à prévoir sur le budget extraordinaire de l'année 2020, nous constatons une grosse diminution de l'impact immédiat sur le budget ordinaire 2020 par rapport aux calculs de l'exercice précédent.

Ce phénomène est expliqué par deux points essentiels. Le premier est la forte diminution des taux d'intérêts pour emprunts à appliquer à court, moyen et long terme dès l'année 2020. La seconde est la forte augmentation des recettes de transferts (subsidés extraordinaires) inscrits au budget extraordinaire 2020 par rapport au budget initial de l'exercice 2019, qui pousse donc à moins d'emprunt pour financer les projets et donc à moins de recettes de dette pour arriver à l'équilibre budgétaire.

Les tableaux d'évolution de la dette communale cumulée, repris en annexe budgétaire 2020, englobent directement l'ensemble des dossiers liés aux emprunts et charges y relatives en cours.

PRÉLÈVEMENTS GÉNÉRAUX

8. Prélèvements

Ce chapitre, unique au projet de budget 2020, représente un prélèvement général de l'ordre de 500.000,00 € sur le montant en boni de l'exercice budgétaire 2020, qui pour rappel s'élève à 562.596,75 €.

Cette écriture s'inscrit a posteriori du calcul du résultat de l'exercice, afin de garantir une cohérence avec les montants totaux repris en recettes et dépenses du service ordinaire de l'exercice, mais s'inscrit antérieurement au calcul du résultat général, à savoir le résultat cumulé avec celui des exercices antérieurs, pour le porter à 7.418.236,64 €.

Il ne s'agit donc pas d'un prélèvement dit « fonctionnel », car la recette ne provient pas d'une fonction ou d'une matière déterminée.

Ce prélèvement est prévu en 2020 afin d'être affecté à un fonds de réserve du service ordinaire. Comme déjà étudié dans le chapitre relatif aux dépenses en personnel (cf supra), cette thésaurisation pourra notamment permettre d'anticiper et d'éponger partiellement les coûts exponentiels des charges à venir en matière de fonds de pensions, relatives aux cotisations de responsabilisation, en supplément aux cotisations de base, qui exploseront entre 2020 et 2025 selon la dernière étude à notre disposition depuis la fin de l'année 2019.

Tout en attirant l'attention de notre Autorité de Tutelle, des solutions importantes devront impérativement être trouvées à court et moyen terme, afin de pallier cette problématique.

II. BUDGET EXTRAORDINAIRE

Le présent budget communal extraordinaire de l'exercice 2020 a été élaboré et retravaillé, à plusieurs reprises, sur base des demandes et modifications des services parvenues au Département Finances depuis le mois de juillet 2019, en tenant compte de l'évolution de chaque dossier.

Aussi, il est important de signaler que le présent budget extraordinaire 2020 tient compte des instructions de l'Autorité de Tutelle par la circulaire budgétaire du 06 septembre 2019 sur les budgets communaux 2020, mais aussi par le travail de continuité et de cohérence avec notre plan triennal 2019-2020-2021, voté par notre Conseil communal en date du 28 août 2019 et approuvé par l'Autorité de Tutelle en date du 30 septembre 2019 en tant qu'annexe du budget communal 2019.

À titre d'exemple, nous retrouvons dans le budget extraordinaire 2020 les projets d'investissements conséquents relatifs aux études et travaux de reconstruction du Stade de Saint-Josse, aux travaux d'infrastructures dans les bâtiments scolaires, aux études et travaux de construction d'une nouvelle crèche et d'aménagement dans les crèches existantes, ainsi qu'aux travaux d'aménagements et de maintenances de nos logements communaux.

Vu l'approbation tardive du budget communal 2019 ainsi que de ses annexes, et en vue d'assurer la continuité des projets d'investissements extraordinaires dans le cas où les attributions de marchés ne s'opèrent pas en cette fin d'année 2019 (ou autres problèmes d'échéanciers), bon nombre de projets extraordinaires font l'objet d'un report d'estimation par les départements concernés de l'année 2019 vers l'année 2020.

Le budget extraordinaire 2020 laisse apparaître une recette de dette (les emprunts donc) de 85.162.058 € (contre 59.602.126 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2019).

La Région nous rappelle annuellement que d'une part il y a lieu de limiter les charges des nouveaux emprunts au volume des remboursements en capital au cours de l'exercice afin de stabiliser le poids total de la dette, et que d'autre part la réduction de l'endettement des pouvoirs locaux participe à la réalisation du Programme de Convergence de l'État belge et que dès lors une réelle maîtrise de la dette communale est demandée.

Au total, le budget communal extraordinaire de l'exercice 2020 prévoit un montant de 119.306.176 € d'investissements (contre 79.461.006 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2019).

Les départements demandeurs justifient l'augmentation des prévisions en dépenses d'investissements 2020 par la reprise de certaines prévisions 2019 qui ne se sont pas vues réalisées à l'échéance du 31 décembre 2019, notamment à cause de l'approbation tardive du budget communal de l'exercice 2019 fin septembre 2019, ou à cause des différentes procédures alourdies et récemment mises en place en matière de marchés publics, ou encore à cause de l'échéance tardive des délivrances de divers permis d'urbanismes relatifs aux dossiers concernés.

Le montant total des subsides et autres apports s'élève à 35.109.055 € dans le projet de budget extraordinaire 2020, contre 20.768.880 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2019, ce qui pourrait justifier une partie des augmentations de dépenses en investissements 2020.

Aussi, le projet de budget extraordinaire 2020 prévoit une recette exceptionnelle liée à la vente d'un bâtiment communal sis rue du Méridien 29 (Justice de Paix) pour un montant budgétisé à 1.000.000 €.

Le montant complet des recettes « pures » s'élève donc à 1.000.000 €.

Afin de maintenir le budget communal extraordinaire 2020 en équilibre à l'exercice propre, nous affectons ce montant dans un Fonds de réserve extraordinaire.

Enfin, le résultat général extraordinaire aux exercices cumulés s'élève au montant au montant exact du compte communal 2018 (voté au Conseil communal en date du 09 octobre 2019 et en attente d'approbation par notre Autorité de Tutelle), à savoir au montant en boni de 8.536.276,89 €.

RECETTES

Le budget des recettes extraordinaires de l'exercice 2020 se répartit comme suit :

1°) par des subsides pour un montant de 35.109.055 € (plan triennal, divers contrats avec les autorités supérieures et autres);

2°) par la formule de l'emprunt pour un montant de 85.162.058 € ;

3°) par des recettes exceptionnelles « pures » de 1.000.000 € .

DÉPENSES

Nous budgétisons pour l'exercice 2020 un montant total de dépenses extraordinaires de 120.271.113 €, dont un total en dépenses d'investissements s'élevant à 119.306.176 € et un total en dépenses de transferts s'élevant à 964.937 €.

III. ANNEXES BUDGÉTAIRES

Conformément à la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 06 septembre 2019 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2020, nous vous invitons à consulter le cahier d'annexes du budget communal de l'exercice 2020, ainsi que la note d'orientation et de politique budgétaire 2020, joints au présent dossier.

Le Conseiller ffs du Service des Finances,


Abderahim GHARBI

SYNTHESE VAN HET ONTWERP VAN BEGROTING VOOR
2020
(rapport art. 96 NLC)

INLEIDING

Het begrotingsontwerp voor dienstjaar 2020 werd opgesteld overeenkomstig de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2020.

Teneinde te beantwoorden aan de Europese richtlijn 2011/85 en artikel 242 bis van de Nieuwe Gemeentewet, omvat het begrotingsontwerp voor dienstjaar 2020 tevens het driejarenplan 2019-2020-2021, zowel in de vorm van ramingen als van continuïteit en vooruitzichten.

Zoals vermeld in het advies van 02 december 2019 van de commissie bedoeld in artikel 12 van het Koninklijk Besluit van 02 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit dat zich bevindt in de bijlagen van deze begroting, houdt de begroting 2020 tevens rekening met de gewestelijke ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het betrekken van de gemeenten bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ter herinnering, de gewone begroting omvat een functionele begroting en een economische begroting.

De functionele begroting stelt een presentatie voor die eerder gericht is op de functies van de begroting (administratie, kleuter- en basisonderwijs, sociale hulp, huisvesting enz.).

De economische begroting stelt een presentatie, enkel gericht op de economische aard van de ontvangsten en uitgaven voor, dus zonder functionele onderscheiding. Zodoende, wanneer u de code 111/01 "bezoldigingen van het gemeentelijk personeel" raadpleegt in de economische begroting, stemt het ingelichte bedrag overeen met het totaal bedrag van dit soort uitgaven doorheen alle begrotingsfuncties.

De buitengewone begroting daarentegen wordt nog steeds voorgesteld volgens de oude presentatie.

I. GEWONE BEGROTING

Het begrotingsontwerp 2020 sluit de gewone begroting af met een overschot van 562.596,75 € op het eigen dienstjaar en met een overschot van 7.418.236,64 € op de gecumuleerde dienstjaren.

Ter herinnering, het gewone begrotingsresultaat 2020 van het driejarenplan 2019-2020-2021 bedroeg 17.453,62 €.

Het overschot van 562.596,75 € op het eigen dienstjaar wordt grotendeels overgeboekt om te worden bestemd in een gewoon reservefonds, ten bedrage van 500.000,00 €. Deze algemene overboeking wordt nader uitgelegd in het hoofdstuk betreffende de overboekingen in deze synthesenota (zie hieronder).

Het resultaat van de gecumuleerde dienstjaren is het gevolg van het in aanmerking nemen van het positieve resultaat van dienstjaar 2018, bij gebrek aan een begrotingswijziging 2019. Ter herinnering, de rekening van dienstjaar 2018 werd goedgekeurd door de Gemeenteraad op 9 oktober 2019.

Teneinde de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van dienstjaar 2020 zo goed mogelijk na te leven, alsook de laatste instructies van de gewestelijke toezichthoudende overheid inzake begrotingscontrole, worden de uitgaven van de gewone gemeentelijke begroting 2020 gebaseerd op de werkelijk vastgelegde bedragen in de vorige dienstjaren, voor het grootste deel met betrekking tot de rekening van dienstjaar 2018, rekening houdende met een reeks budgettaire beperkingen maar tevens met de onvermijdelijke en onreducerbare vragen van de diensten aan het Departement Financiën, en dit teneinde de goede werking te handhaven van de gemeentelijke activiteiten, met name in haar sociale aspect, rekening houdende met de evolutie van de demografische context. In de moeilijke financiële context die de gemeenten doormaken, zal het College een samenwerking aangaan met de toezichthoudende overheid waarbij de gewestelijke vereisten inzake controle van de uitgaven worden gerespecteerd. Het College wenst dat de krappe begroting niet weegt op de Tennoodse belastingbetaler, maar opteert eerder voor de voortzetting van de inspanningen rond het beheer van de uitgaven en de verhoging van de ontvangsten.

Zo heeft het College beslist om het geheel van zijn uitgaven te beperken en aan te passen aan de reële noden.

In de huidige economische conjunctuur houdt het begrotingsontwerp 2020, wat de inkomsten betreft, rekening met alle nieuwe elementen waarover de Gemeente kennis heeft genomen in de loop van dienstjaar 2019.

De Gemeente registreert bijvoorbeeld een verhoging van de inkomsten die verband houden met de aanvullende belasting op de onroerende voorheffing, meer bepaald door de overname van de Astro- toren, In de berekening van de belastbare basis op 1 januari 2019.

Daarnaast registreert de Gemeente een stabiele inkomst ten opzichte van 2019 met betrekking tot de Algemene Dotatie aan de Gemeenten, gegroepeerd in één enkele jaarlijkse enveloppe sedert dienstjaar 2018 tegenover de vorige dienstjaren, overeenkomstig de richtlijnen van de Toezichthoudende Overheid.

Zoals voor de begroting 2019, dienen we tevens rekening te houden met de sterke daling van de inkomsten uit schulden, aangezien het Interfin dividend eenmalig was voor dienstjaar 2017.

De gemeente registreert tevens belangrijke bijkomende inkomsten die verband houden met het in aanmerking nemen van de nieuwe reglementeringen inzake de belasting op de niet-terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen buiten de openbare weg die toebehoren aan economische ondernemingen buiten de kantooruren of de belasting op het plaatsen van materiaal op de openbare weg (belasting op de bezetting van de openbare weg) vanaf 1 januari 2020.

Het College overweegt niet om de diensten aan de bevolking af te schaffen maar zal aan al zijn diensten en partners vragen om zich een strikt budgettaire discipline op te leggen. De gewestelijke toezichthoudende overheid legt deze budgettaire striktheid op.

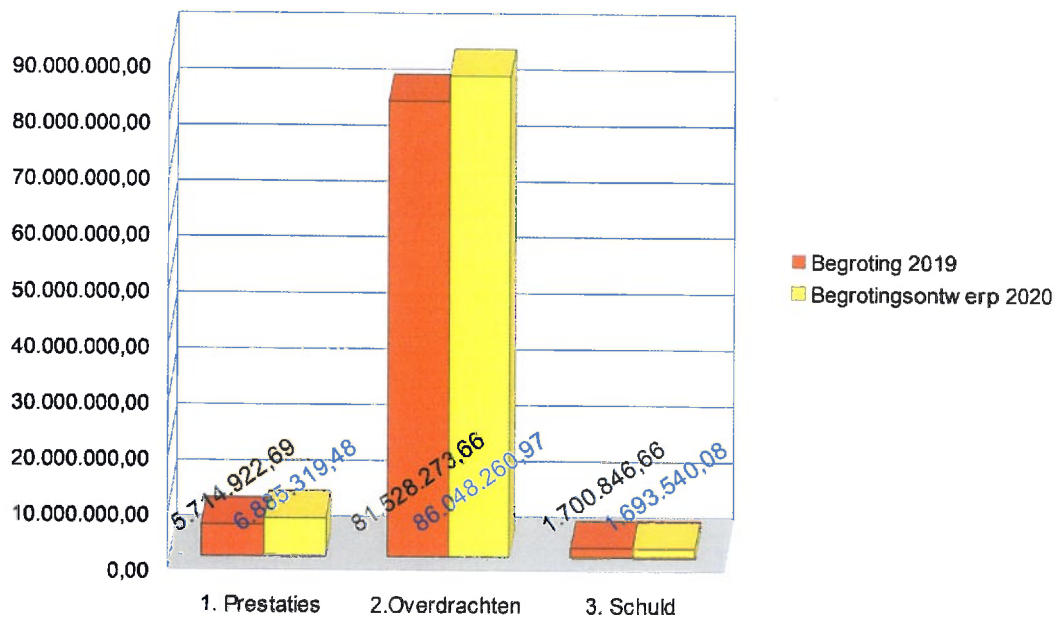
Tot slot zal het College inspanningen leveren om de uitgaven te beheersen door regelmatig budgettaire controles uit te voeren, waarbij het gemeentelijk patrimonium op een efficiënte manier wordt beheerd, met name door een rationaliseringsbeleid te voeren van de gemeentelijke gebouwen en door de energiefactuur van de gemeentelijke gebouwen te verlagen.

Hieronder vindt u de toestand van de grote onderverdelingen van de begroting 2020 ten opzichte van de begroting van dienstjaar 2019 (de nummering van de titels stemt overeen met de verklarende paragrafen die deze tabellen opvolgen).

	Begroting 2019	Begrotingsontwerp 2020	Vershil
Inkomsten			
1. Prestaties	5.714.922,69	6.885.319,48	1.170.396,79
2. Overdrachten	81.528.273,66	86.048.260,97	4.519.987,31
3. Schuld	1.700.846,66	1.693.540,08	-7.306,58
Totaal	88.944.043,01	94.627.120,53	5.683.077,52
Uitgaven			
4. Personeel	45.719.230,52	47.623.037,93	1.903.807,41
5. Werkingskosten	8.518.721,00	9.711.821,00	1.193.100,00
6. Overdrachten	24.882.338,26	26.504.569,22	1.622.230,96
7. Schuld	9.723.827,39	10.225.095,63	501.268,24
Totaal	88.844.117,17	94.064.523,78	5.220.406,61
Saldo eig. dienstjaar	99.925,84	562.596,75	462.670,91
Voorg. Dienstjaren	2.874.954,02	7.355.639,89	
8. Overboekingen	0,00	-500.000,00	
Gecumuleerde resultaten	2.974.879,86	7.418.236,64	

Hieronder vindt u deze tabellen tevens in grafiekvorm.

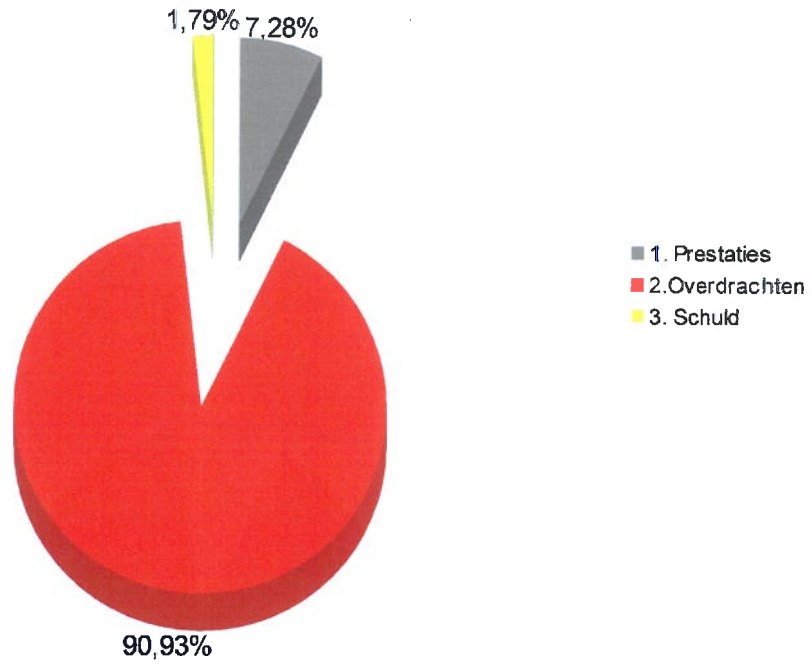
Vergelijkende ontvangsten



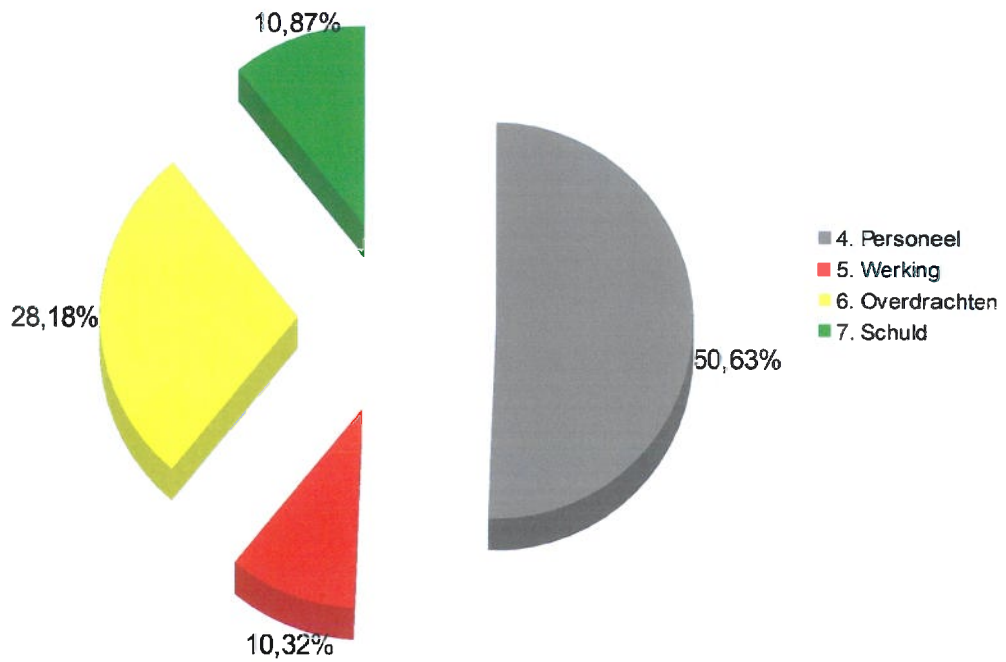
Vergelijkende uitgaven



Percentage van ontvangsten 2020



Percentage van uitgaven 2020



ONTVANGSTEN

1. Prestaties

bedrag : 6.885.319,48 € hetzij 7,28 % van het totaal van de gewone inkomsten

Deze post vertoont, ten opzichte van de begroting 2019, een aanzienlijke verhoging van + 1.170.396,79 €, hetzij een evolutie van + 20,48 %.

De omzendbrief met betrekking tot de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van het dienstjaar 2020 nodigt ons uit om de tarieven op een regelmatige manier aan te passen, zowel voor de administratieve prestaties als voor de te indexerende huurprijzen.

Het belangrijke technische werk dat werd geleverd bij de uitwerking van de begroting van dienstjaar 2019, liet reeds een budgettering toe rekening houdende met de lopende materies en dossiers in functie van de huidige parameters.

Met het oog op de continuïteit, herneemt de begroting 2020 globaal gelijkaardige ontvangsten uit prestaties, teneinde zoals gehoopt vastgestelde rechten te verkrijgen die het meest aanleunen bij de realiteit en op die manier het niveau te bereiken van de rekeningen 2017 en 2018.

Bijvoorbeeld, de voorzieningen van inkomsten met betrekking tot de woningen en andere recuperaties inzake onroerende voorheffing, stemmen overeen met de vastgestelde rechten tijdens de vorige dienstjaren of met de vast te stellen rechten tijdens het gebudgetteerde dienstjaar in functie van de gekende elementen voor elk dossier.

Een ander belangrijk begrotingswerk bestaat erin om de reserve voorzien gedurende het vorig dienstjaar in het kader van de terugvordering van diverse creditnota's of vergoedingen te schrappen, zodat de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2020 zo nauwkeurig mogelijk de realiteit vertaalt van de bestaande dossiers over één en enkel boekhoudkundig jaar.

Hierbij vermelden we de dalingen van de enige inkomsten op de vorige dienstjaren, zoals bijvoorbeeld het bedrag van 27.044,00 €, geregistreerd in het kader van de terugvordering van achterstallige bedragen in verband met de mede-eigendom van de Chab, of nog het bedrag van 25.000,00 €, geregistreerd in het kader van de evacuatie en de reiniging van het gebouw gelegen Grensstraat nr. 118.

Deze begrotingspost omvat verschillende delen :

- de doorgangsrechten : deze inkomsten, die worden gebudgetteerd in variabele posten om te resulteren in een daling van 16.689,00 € tegenover de begroting van het vorige dienstjaar, hebben betrekking op de voorzieningen van inkomsten van de wegenisretributies voor gas en elektriciteit. De bedragen worden ons rechtstreeks meegedeeld door de maatschappij Sibelga aan het einde van het jaar dat voorafgaat aan de betreffende begroting (brief 06 augustus 2019).

- de opbrengsten van de verhuringen : deze inkomsten, die voornamelijk gebaseerd zijn op de inkomsten van verhuringen van onroerende goederen, worden globaal behouden aan dezelfde percentages ten opzichte van de begroting van vorig dienstjaar, die reeds werden berekend op basis van de toepassing van de minimale inflatie (index 2 %).

We wijzen tevens op de budgettering van de nieuwe woningen sedert 2016, die ons toelaten om de inkomsten te begroten van de onroerende verhuringen met betrekking tot de woningen voor meer dan 2.000.000,00 €, rekening houdende met de inkomsten geregistreerd gedurende het boekjaar 2017, 2018 en het lopende 2019. De inkomsten uit vastgoedverhuringen worden in 2020 dus geraamd op basis van de inkomsten uit voorgaande jaren, verhoogd met een indexering van 2%, waarbij rekening wordt gehouden met toekomstige nieuwe inkomsten in functie van de ontwikkeling van het huurpark.

Tot slot, voor wat de verwachte inkomsten van de parkings betreft, behouden we het bedrag van 55.000 € aan ontvangsten met zijn gelijkwaardige reserve aan werkingsuitgaven teneinde rekening te houden met de mede-eigendom van de Chab.

Sedert 2019 wordt een bijkomende ontvangst van 5.400 € geregistreerd in het kader van de huur voor de parking AG gelegen Linnéstraat 35.

Zoals vermeld in ons driejarenplan 2019-2020-2021 noteren we tevens de halvering van de inkomst voorzien op de begroting van dienstjaar 2019 met betrekking tot de verhuring van de Artemis lokalen, gezien de huurovereenkomst afloopt in juni 2020.

- de andere ontvangsten uit prestaties : deze post vertaalt zich in een geheel van regularisaties en kredietaanpassingen in functie van de lopende dossiers over de hele gemeentelijke begroting 2020.

We merken op dat een groot gedeelte van deze inkomsten voornamelijk afkomstig is van de opbrengsten van rechtstreekse prestaties verbonden aan de bijhorende functies, andere dan uit onroerende goederen, zoals de inkomsten uit de dagopvangcentra (crèches), de inkomsten van mede-eigendommen, alsook de verschillende afrekeningen van recuperaties van energieverbruik (woningen, privé-patrimonia enz.).

We stellen vast dat deze post de duidelijkste stijgende evolutie vertoont ten opzichte van de begroting van vorig dienstjaar :

- Registratie van ontvangsten uit prestaties met betrekking tot de activiteit op volle kracht van de Baden van Sint-Joost. Deze raming voor een volledig jaar bedraagt een begrotingsenveloppe van 200.000 € ;

- Oprichting van een nieuwe parkeercel, die jaarlijkse inkomsten afkomstig van automaten (tickets) voorziet ten belope van 630.000,00 € ;

- Oprichting van een nieuwe cel voor het beheer van parking Scailquin, die jaarlijkse inkomsten voorziet voor de rotatie van voertuigen alsook voor de jaarabonnementen voor de parking ten belope van 426.000,00 €, rekening houdende met de vermindering van de post met betrekking tot de vroegere inschrijving in het kader van de concessie, die op 31 december 2019 afloopt voor een bedrag van 75.000,00 EUR per jaar ;
- We kunnen tevens de stijgende inkomsten in aanmerking nemen in verband met de registratie van de activiteiten van de nieuwe Franstalige crèche « Les Comètes » (operationeel sedert begin december 2019) die voortaan op volle capaciteit zal draaien ten opzichte van de raming van het begrotingsjaar 2019, teneinde de raming van deze ontvangsten uit prestaties te brengen op 570.000 € in 2020 tegenover 518.000 € in 2019 ;

- We herinneren er eveneens aan dat sedert 2017 dit hoofdstuk van de ontvangsten de jaarlijkse budgettering bevat van de bedragen van de compenserende dividenden van de firma Hydrobru/Vivaqua. Immers, in de omzendbrief betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen van dienstjaar 2017 werd ons gevraagd om deze inkomst van 233.000 € niet meer te beschouwen als een dividend, maar als een inkomst uit prestatie, zolang de firma Hydrobru/Vivaqua niet in de mogelijkheid is om een dividend uit te delen aan de Gemeenten.

Voor de begrotingsraming van 2020 hernemen we de brief van 24 juni 2019 van de firma Hydrobru/Vivaqua, die ons informeert over het bedrag van 261.064,50 € aan te innen ontvangsten gedurende dienstjaar 2019, gebaseerd op de vergoeding die de resterende lasten dekt die op de Gemeenten wegen op 01 januari 2019 (18 € per woning of wooneenheid uitgerust door onze Gemeente). Dit bedrag wordt geïndexeerd met 2% voor de raming 2020 teneinde de richtlijnen na te leven van onze Toezichthoudende overheid via de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van dienstjaar 2020.

2. Overdrachten

bedrag : 86.048.260,97 € hetzij 90,93 % van het totaal van de gewone inkomsten

De toename van deze inkomstenpost is relatief groot : we boeken een begrotingsevolutie van + 4.519.987,31 € ten opzichte van de begroting van dienstjaar 2019, hetzij + 5,54 %.

Zoals voor de ontvangsten uit prestaties dient eraan te worden herinnerd dat de begroting van dienstjaar 2020 rekening houdt met de nieuwe beslissingen van de Gemeentelijke overheid voor haar inkomsten uit overdrachten, met name inzake de aanpassing van de prijzen en tarieven van de administratieve documenten sedert 2018 voor wat betreft het gemeentelijk deel voor de bevolking (bewonerskaarten enz...)

Voor de verschillende dotaties beantwoorden de overdrachtinkomsten van het dienstjaar 2020 aan de richtlijnen van de gewestelijke omzendbrief van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2020, alsook aan de verschillende richtlijnen van de gewestelijke toezichthoudende overheid door haar nota's van 24 september 2018 (DGC) en 25 oktober 2018 (dotatie art. 46 bis), en worden ze voorzien in functie van de ondertekende overeenkomsten en de beloften bevestigd door de subsidiërende overheid.

Bij wijze van voorbeeld, wat de gewestelijke dotaties betreft, schrijven we het zeer lichtjes dalende geraamde bedrag in van 5.760,29 € ten opzichte van de begroting van 2019 voor de Algemene Dotatie aan de Gemeenten opgelegd door onze gewestelijke Toezichthoudende overheid, en gegroepeerd in één enkele enveloppe sedert dienstjaar 2017 (waaronder de dotatie met betrekking tot de verbetering van de budgettaire situatie te voorzien in het kader van de ordonnantie van 19 juli 2007).

Tevens krijgen we de instructie om een stijgende ontvangst te boeken van 8.113,93 € ten opzichte van de vorige begroting voor de dotatie in uitvoering van artikel 46 bis van de wet van 12 januari 1989.

Voor wat het Fiscaal compensatiefonds betreft (Bijdragen van de hogere overheid teneinde de gemeenten aan te sluiten bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest), boeken we hetzelfde bedrag als in de begroting van 2019, rekening houdend met de verschillende parametreringen en teksten van overeenkomsten met betrekking tot de nieuwe aanvullende belasting op de toeristische logies (zie de paragraaf over de gemeentelijke opcentiemen betreffende de « City Tax »).

De andere dotaties met betrekking tot de diverse baremische verhogingen of bijdragen van de hogere overheid voor de kosten van het niet-onderwijzend personeel worden geraamd ten opzichte van de werkelijke vastgestelde rechten tijdens de vorige dienstjaren (rekening van dienstjaar 2017 en 2018), maar tevens ten opzichte van de

evolutie van het personeel, zodat onze budgettaire ontvangsten van 2020 zo goed mogelijk overeenstemmen met de realiteit.

Daarentegen, zoals vermeld in het driejarenplan 2019-2020-2021, blijven alle enveloppes bestemd voor de bijdragen van de Hogere Overheid in de wedden van het Onderwijzend personeel identiek aan dienstjaar 2019. We herinneren eraan dat de inkomsten met betrekking tot het gesubsidieerd onderwijspersoneel rekening houden met de laatst gekende parameters voor de verdelingssleutel tussen het Franstalig en het Nederlandstalig onderwijs, zowel voor de afdeling kleuter- als basisonderwijs, en de gelijke tegenhanger zijn met de personeelsuitgaven..

In dezelfde optiek als voor de vorige begroting werden de inkomsten afkomstig van de bijdragen van de hogere overheid in het kader van veiligheids- en preventiecontracten, en in het kader van het Stadsbeleid heraangepast in functie van de nieuwe gestemde wetten en decreten.

Aldus houden we rekening met de progressieve implementatie van de GSB inkomsten (rubriek dientengevolge gedaald) om de overdracht van de tenlasteneming van de gemeenschapswachten op gewestelijke subsidie mogelijk te maken, alsook de schrapping van de bijdrage van de hogere overheid voor de Europese topbijeekkomsten (sedert 2017).

Alle inkomsten (en bijhorende uitgaven) zijn gebaseerd op reële nota's en verantwoordingen waarvan het beheer wordt uitgevoerd door het departement preventie. De evoluties van eventuele terugbetalingen en bijhorende oninbare vorderingen zullen verder in deze nota worden bestudeerd (in het hoofdstuk overdrachtsuitgaven).

Wat betreft de inkomsten uit de Gemeentelijke Administratieve Sancties (GAS) hebben we een boekhoudkundig werk uitgevoerd rekening houdende met de ontvangsten en de werkelijk vastgestelde rechten tijdens de vorige boekjaren, eveneens zodat onze gemeentelijke begroting de realiteit zo accuraat mogelijk kan vertalen. We voorzien dat deze inkomsten met behulp van de nieuwe software voor een geautomatiseerde verwerking van dossiers ruim 320.000,00 € zullen bereiken in 2020 (tegenover 140.000,00 € geboekt in 2019).

Voor de inkomsten uit de gemeentebelastingen hebben wij onze inkomsten geraamd in functie van de richtlijnen van de omzendbrief van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2020, alsook de laatste richtlijnen van de toezichthoudende overheid inzake begrotingscontrole, namelijk het in aanmerking nemen van de inkomsten resulterend uit de rekening 2018 eventueel heraangepast naar aanleiding van veranderingen in de belastingen vastgelegd of voorzien voor het jaar 2019 en 2020, zoals de dalingen van de inkomsten in verband met de bewonerskaarten, de stijging van de inkomsten afkomstig van het plaatsen van goederen op de openbare weg (wijzigingen belastingreglement) in functie van de voorheen vastgestelde rechten of te voorziene werven, of nog het in aanmerking nemen van een volledig fiscaal jaar in de geraamde ontvangsten met name in het kader

van de belasting op het niet ter beschikking stellen van parkeerplaatsen (geraamd op basis van de vastgestelde rechten van de vorige dienstjaren en op basis van de evolutie van de lopende dossiers alsook de wijzigingen van het belastingreglement vanaf 2020), de geïndexeerde raming zoals in ons driejarenplan 2019-2020-2021 betreffende de belastingen op de kantooroppervlakten en de nieuwe bijhorende tarieven sedert 2019, rekening houdend met de raming van de verwachte nieuwe inkomsten voor de Silver Tower (vanaf oktober 2020) en voor Covent Garden Rogierplein (privé-operator belastbaar vanaf het belastingjaar 2020 in het kader van het nieuwe belastingreglement op kantooroppervlakten), het in aanmerking nemen van nieuwe technische parameters voor de berekening van de inkomst van de onroerende voorheffing (zie hierboven) of nog het behoud van de voorziening van de inkomst in het kader van de belasting op de GSM- masten en de City Tax.

Onze ramingen voor de gemeentelijke begroting 2020 worden tevens berekend in functie van de continuïteit van het regularisatiewerk van de gunstige dossiers (grondigere telling, beter beheer vanaf centralisatie van de dossiers tot openbare werken met behulp van het programma OSIRIS sedert 2017 enz...) of ongunstige dossiers (dossiers waarvoor de invordering specifiek is voor de vorige dienstjaren) lopende bij de vorige begrotingssituatie van dienstjaar 2018 of 2019 (impact van de onwaardige dossiers, die rechtstreeks worden bestudeerd in het hoofdstuk van de overdrachtsuitgaven).

We vermelden bijvoorbeeld een terugvordering van 367.741,59 € afkomstig van het Gewest in het kader van het dossier met betrekking tot het BGHGT (aankoop van het gebouw gelegen Koningsstraat 284 tijdens het jaar 2018), met haar evenwichtige tegenhanger aan schulduitgaven.

De ontvangsten met betrekking tot de parkeerautomaten (nieuwe parkeercel : 1.367.000,00 € voor de inkomsten afkomstig van de parkeerretributies), gaan duidelijk in stijgende lijn ten opzichte van de begroting van vorig jaar (voormalige inkomsten concessie parkeerautomaten voor 850.000,00 € in 2019).

We herinneren er tevens aan dat zoals voor 2019 een inkomst van 132.000 €, die overeenstemt met de afwijkingskaarten (bewoners) wordt opgenomen in de enveloppe bestemd voor de belastingen op de aflevering van administratieve documenten (550.000,00 € in totaal voor alle gemeentediensten).

De uitgaven die voortvloeien uit de teruggave aan het Plaatselijk Parkeeragentschap zullen verder in deze nota worden bestudeerd (hoofdstuk van de overdrachtsuitgaven). De inkomsten uit overdrachten met betrekking tot de subsidies te ontvangen in het kader van de werking van de bestaande crèches alsook van de werking op volle capaciteit van de nieuwe crèche « Les Comètes » blijven constant op het vlak van budgettering, hetgeen ons zal toelaten om voorzichtig te blijven en onze inkomsten niet te overschatten ten opzichte van de werkelijke vastgestelde rechten (in functie van de dossierelementen en beloften van subsidies die in ons bezit zijn) en toekomstige beloften van subsidies.

De renovatiepremies voor de woningen gelegen op het gemeentelijk grondgebied zijn op hetzelfde niveau gebleven als voor de begroting van 2019, en daartegenover

worden dus de uitgaven hiervoor gebudgetteerd (zie verder in deze nota in het hoofdstuk betreffende de overdrachtsuitgaven).

De verschillende bijdragen van de Hogere Overheid en de specifieke bijdragen bestemd voor het OCMW hebben we bestudeerd in parallel met de begroting voor 2020 van het OCMW (Overlegcomité Gemeente/ OCMW van 27 november 2019). Om de lopende dossiers tussen 2019 en 2020 te regulariseren, zullen we rekening moeten houden met zowel de enveloppes voor de verplaatsingskosten van het personeel en de taalpremies die we over de twee jaar zullen ontvangen voor een bedrag van 216.151,65 € (omdat er voor 2019 nog niets werd ontvangen), als met de enveloppes voor de weddeschaalverhogingen voor 2020 (242.600 €) en andere migrerende toelagen in toepassing van de Ordonnantie van 13 februari 2003 (43.834,95 €). De tegenhanger hiervoor bevindt zich in de overdrachtsuitgaven (zie het hoofdstuk over de overdrachtsuitgaven verderop in deze nota).

We melden het bedrag van 200.000 € dat als inkomsten uit overdrachten moet worden geboekt, maar dat zijn tegenhanger heeft in de overdrachtsuitgaven, voor de teruggave aan de Politiezone van de subsidies in verband met het veiligheidscontract (Subsidie EX-VSC Binnenlandse zaken 2019).

Tot slot wordt een belangrijke verhoging aan inkomsten voor dit hoofdstuk verrekend in de ontvangsten afkomstig van de belastingen op de gemeentelijke opcentiemen. Ziehier de verschillende verdelingen :

– OVH : aanvullende belasting op de roerende voorheffing:

Overeenkomstig de omzendbrief betreffende de opmaak van de begroting 2020 van 06 september 2019, die ons vraagt rekening te houden met het kadastraal inkomen op 1 januari 2019 uitgezonderd materiaal in de berekening van de voorziening van dienstjaar 2020, geïndexeerd door het coëfficiënt 1,879.

Wij houden dus rekening met deze berekeningsmethode, die het bedrag neemt van het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2019 uitgezonderd materiaal, vermenigvuldigd met onder andere het wegingscoëfficiënt Z dat de marge meet tussen de voorzieningen en de vastgestelde rechten in de loop van de laatste 5 jaar, om de raming van deze inkomst in de begroting van dienstjaar 2020 te brengen op 27.143.715,17 € (tegenover 25.904.666,37 € geboekt in 2019)

Deze belangrijke voorziening van de vermeerdering van de inkomsten uit overdrachten houdt rekening met de aanvullende OVH van de Astro-toren op volle capaciteit.

Ter herinnering, de inkomsten met betrekking tot de aanvullende belasting op de onroerende voorheffing werden bij de laatste begrotingswijziging in 2017 geraamd op 24.280.831,86 € (werkelijk vastgesteld op 24.454.811,43 €, wetende dat de parameters van de berekeningsformule van deze inkomst rekening hielden met het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2015, uitgezonderd materiaal en gereedschap, volgens de aanvulling van de omzendbrief van het Toezicht van 24 oktober 2016) en op 25.629.551,61 € voor de begroting van het jaar 2018 (werkelijk vastgesteld op

26.509.666,04 € , wetende dat de parameters van de berekeningsformule van deze inkomst rekening hielden met het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2017, uitgezonderd materiaal en gereedschap).

– ABP : aanvullende belasting op de personenbelasting:

De omzendbrief betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen 2020 van 06 september 2018 vraagt ons om de ABP raming te hernemen van de FOD Financiën herberekend volgens de methodologie die rekening houdt met het gemiddelde over 5 jaar en een wegingscoëfficiënt.

We kunnen dus reeds rekening houden met de nota van de FOD Financiën gedateerd op 25 oktober 2019 voor onze begrotingsramingen 2020, waarin de verschillende details worden vermeld inzake fiscalisering en eventuele regularisaties uit te voeren over verschillende jaren (voorschotten, Tax Shift en andere), en waarvoor de begrotingsvoorziening 2020 een bedrag bereikt van 2.567.480,83 € (tegenover 2.456.129,03 € in 2019).

Na toepassing van de berekeningsparameters, stijgt dit bedrag dus met 157.920,96 € ten opzichte van de laatste budgettaire situatie van dienstjaar 2019, om te worden begroot ten bedrage van 2.440.647,28 €.

– Aanvullende belasting op de autobelasting:

Bij gebrek aan de raming van de FOD Financiën vraagt de omzendbrief betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen 2020 van 06 september 2019 ons om de raming te hernemen die werd voorgesteld in het driejarenplan 2019-2020-2021, die overeenstemt met het bedrag berekend in 2019 geïndexeerd met 2 %.

– Aanvullende belasting op de belasting op de toeristische logies (genaamd « City Tax »):

Zoals voor de begroting van dienstjaar 2018 en 2019, maakt deze inkomst het voorwerp uit van een overeenkomst goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 19 december 2016, die de verschillende financiële elementen omvat met betrekking tot de gewestelijke dotatie in het kader van de economische ontwikkeling van de Gemeenten (fiscaal compensatiefonds), als tegenhanger van de schrapping van het belastingreglement op de hotels.

3. Schuld

bedrag : 1.693.540,08 € hetzij 1,79 % van het totaal van de gewone inkomsten

Deze afdeling vertoont een lichte daling van **- 7.306,58 €** ten opzichte van de begroting van dienstjaar 2019, hetzij een evolutie van **- 0,43 %**.

Teneinde de regionale omzendbrief na te leven van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2020, worden de inkomsten uit schulden geregistreerd overeenkomstig de bedragen meegedeeld door de schuldenaars van inkomsten aangezien deze bedragen verenigbaar zijn met de werkelijk geïnde bedragen in de loop van de vorige dienstjaren.

De creditinteressen worden eveneens geraamd op basis van een thesauriekalender. Hier is de budgettering identiek aan de laatste begrotingssituatie van het vorig dienstjaar, gezien de toestand van onze thesaurie en gezien de toestand van de interestvoeten voorgesteld op korte termijn.

Deze begrotingspost omvat tevens een variatie van artikelen die werden herberekend om rekening te houden met de evolutie van de lopende leningen. Deze schommelingen vinden hun evenwicht in de schulduitgaven, hetgeen toelaat om hun invloed op nul te brengen.

Zoals eerder bestudeerd in deze nota, meer bepaald in het hoofdstuk betreffende de inkomsten uit prestaties, wordt ons sedert het begrotingsjaar 2017 gevraagd om de inkomsten uit jaarlijkse compenserende dividenden van de firma Hydrobru/Vivaqua niet meer in aanmerking te nemen als zijnde een volledig dividend, maar wel als een inkomst uit prestatie, zolang de firma Hydrobru/Vivaqua niet in de mogelijkheid is om een dividend uit te delen aan de Gemeenten.

Net zoals voor 2019 schrappen wij dus de budgettering ervan uit de post betreffende de inkomsten uit schulden.

Wat betreft de voorzieningen van dividenden te innen van de maatschappij Sibelga voor dienstjaar 2020, registreren we een lichte daling van de inkomsten ten belope van 7.306,58 €, tegenover de begroting van dienstjaar 2019 (gegevens meegedeeld door de maatschappij Sibelga, in haar brief gedateerd op 06 augustus 2019).

Ter informatie, de deficitaire evolutie van deze begrotingspost ten opzichte van boekjaar 2017 kan in grote mate worden verklaard door de schrapping sedert de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 van de registratie van een uitzonderlijke en enige inkomst op dienstjaar 2017 afkomstig van de Interfin dividenden, ten belope van 1.371.256,65 €.

UITGAVEN

4. Personeel

bedrag : 47.623.037,93 € hetzij 50,63 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze begrotingspost vertoont een stijging voor een bedrag van + 1.903.807,41 € ten opzichte van het begrotingsjaar 2019, of een evolutie van + 4,16 %.

De voorzieningen van deze uitgaven werden geraamd door het departement HRM.

Zoals eerder bestudeerd in deze synthese van begroting, werden de uitgaven in verband met het gesubsidieerd onderwijspersoneel herzien in functie van de elementen die rechtstreeks afkomstig zijn van de rekening van dienstjaar 2018 (afgerond naar het hoogste duizendtal) en deze zijn de gelijke tegenhanger van de overdrachtsuitgaven.

Tevens worden de nodige begrotingsenveloppes voorzien voor de tussenkomst voor 100 % in de vervoerskosten van al het gemeentepersoneel (met inbegrip dus van het onderwijzend personeel).

Voor wat de maaltijdcheques betreft, houdt de budgettering 2020 rekening met de verhoging van 1 € per maaltijdcheque (hetgeen de waarde van een maaltijdcheque voortaan op 8 € per eenheid brengt) in aanmerking genomen in de loop van dienstjaar 2019.

Tot slot worden de personeelskosten met betrekking tot de gemeentelijke verkiezingen te voorzien in mei 2019 geraamd op 50.000,00 €.

Voor wat de wetsverzekeringen betreft, houden de begrotingsvoorzieningen 2020 rekening met de noden op dit vlak, met name teneinde de uitgestelde dossiers van dienstjaar 2018 te regulariseren.

Tot slot worden de personeelskosten met betrekking tot de gemeentelijke verkiezingen voorzien in de vorige begroting voor de maand mei 2019 en geraamd op 50.000,00 € geschrappt uit de begroting van dienstjaar 2020.

Wat het pensioenfonds betreft, houdt de begroting 2020 rekening met de laatste studies en analyse van ons departement HRM. Als aanvulling op de basisbijdragen vertonen de kosten van de uitgaven in verband met de responsabiliseringsbijdragen voor de komende jaren een bijna exponentiële stijging. Om deze toekomstige last gedeeltelijk op te vangen en in afwachting van een drastische oplossing die dit probleem zal moeten verlichten, voorziet het ontwerp van begroting 2020 reeds in de oprichting van een gewoon reservefonds waarin een groot deel van het resultaat van het dienstjaar wordt toegewezen; namelijk een bedrag van 500.000,00 €. Deze kapitaalvorming wordt eveneens uitgelegd in het hoofdstuk betreffende de overboekingen (zie hieronder).

Teneinde uw begrip van het luik personeel te vervolledigen, nodigen wij u uit om de nota te raadplegen over de situatie van het gemeentepersoneel, waarin alle gegevens met betrekking tot de verschillende bijlagen en budgetteringingen gedetailleerd worden weergegeven, zowel voor wat betreft de inkomsten als de uitgaven (budgettering van het nodige personeel voor de nieuwe cellen parking en parkeren, voor het zwembad, prille jeugd, Pensioenfonds, het dossier betreffende de vierdagenweek enz...).

5. Werking

bedrag : 9.711.821,00 € hetzij 10,32 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze post vertoont een stijging voor een som van + 1.193.100,00 € tegenover het begrotingsjaar 2019, of een evolutie van + 14,01 %.

Ondanks de algemene kosten inzake werkingsuitgaven, is het dankzij aanzienlijke inspanningen dat wij erin geslaagd zijn om onze begrotingsvoorzieningen 2020 te beheersen en bepaalde posten zo sterk mogelijk te doen verminderen ten opzichte van de begrotingsvoorzieningen van de vorige dienstjaren, waarbij we in de lijn blijven van ons financieel plan 2019-2020-2021.

In het kader van de opmaak van de werkingsuitgaven van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2020, houden we uiteraard rekening met de richtlijnen van het gewestelijk Toezicht teneinde zo goed mogelijk de parameters toe te passen opgenomen in de omzendbrief van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2020 : uitgezonderd voor de nieuwe initiatieven of verantwoorde installaties, worden de werkingsuitgaven beperkt tot een groei van 3,2 % ten opzichte van de uitgaven vastgelegd op de rekening van dienstjaar 2018. Het Federaal Planbureau voorziet immers een inflatie van 1,6 % in 2019 en van 1,6 % in 2020.

Het geheel van de werkingsuitgaven vastgelegd op de rekening van dienstjaar 2018 bedraagt in totaal 7.478.870,47 €. Als hierop de parameter van de omzendbrief wordt toegepast, kunnen we de maximale berekende groei bepalen op een bedrag van 7.718.194,33 €.

Het totale bedrag voor de werkingsuitgaven van de begroting 2019 bedraagt 8.518.721,00 €.

Ter herinnering, in de periode van de uitwerking van deze werkingsuitgaven hebben wij ons grotendeels gebaseerd op de gekende cijfers van de niet afgesloten rekening 2018 voor deze begrotingspost 2019, rekening houdende met de nieuwe op te richten projecten (werking van het zwembad, de technische kosten voor de voorzieningen van gebouwen zoals de nieuwe crèches, de regularisaties van oude onafgehandelde dossiers, enz...), en waarbij we benadrukken dat een aanzienlijk werk werd verricht van verwijdering van enige posten op de vorige dienstjaren.

Aan dit einde van het jaar 2019 kunnen we reeds vaststellen dat de gegevens van de rekening van dienstjaar 2018, die vandaag realistischer zijn aangezien het dienstjaar werd afgesloten, overeenstemmen met het werkingsbudget van dienstjaar 2019. Deze zijn dus afgestemd op de uitwerking van de werkingsuitgaven van de begroting 2020.

Deze logica maakt het ons dus mogelijk om ons driejarenplan 2019-2020-2021 te volgen, dat een totaal bedrag aan werkingsuitgaven vermeldt van 8.689.095,42 € voor 2020 (ter

herinnering, wij hebben de parameters toegepast van de omzendbrief betreffende het dossier, namelijk een index van 2 % in 2020).

Teneinde ons toe te laten een goede werking te verzekeren van het Gemeentebestuur, en om continuïteit en coherentie te bewaren in de opvolging van de dossiers, werd tevens besproken om werk te maken van de beperking van de uitgaven die in 2020 niet meer in aanmerking zouden moeten worden genomen, aangezien ze uniek zijn voor het dienstjaar 2019 (of vorige dienstjaren), zoals de organisatiekosten voor de verkiezingen van mei 2019, de eenmalige uitgaven die in de loop van het jaar in kwestie geregulariseerd werden zoals de teruggave aan de beheerder van de Scailquin parking, enz...

Er moet tevens worden benadrukt dat de werkingsbegroting 2020 gebaseerd is op de initiële werkingsbegroting 2019, dus zonder enige aanpassing van kredieten op het vlak van verdeling van de begrotingsartikelen, teneinde de specifieke noden van elk betrokken departement voor het goede beheer van de dossiers te benadrukken via de begroting die op haar beurt geïnspireerd is op de rekening voor het dienstjaar 2018, zonder echter rekening te houden met de typische regularisaties aan het einde van 2019 (bijvoorbeeld : regularisatie afrekening parking Scailquin voor de dienstjaren 2017 en 2018).

Om een totale budgettering te bereiken van € 9.711.821,00 € op de begroting 2020, voeren we de zogenaamde te verantwoorden "onvermijdelijke" en "nieuwe projecten" werkingsuitgaven in, terwijl we maximale besparingen realiseren op bepaalde te verlagen begrotingsenveloppen.

Zoals hierboven reeds vermeld, zal het College inspanningen doen om de uitgaven te beheren door regelmatig budgettaire controles uit te voeren, waarbij het gemeentelijk erfgoed op een efficiënte manier wordt beheerd, met name door een rationaliseringsbeleid te voeren van de gemeentelijke gebouwen, en door de energetische factuur van de gemeentelijke gebouwen te verlagen.

Dit hoofdstuk van de gewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2020 is dus volledig verantwoord met het oog op de nieuwe initiatieven of installaties horende bij de begrotingsplanning van dienstjaar 2020.

Bij wijze van voorbeeld (niet-exhaustieve lijst, aangezien de kredietbewegingen worden doorgevoerd doorheen de gehele begroting), kunnen we de onvermijdelijke noden duidelijk aantonen als volgt :

- In aanmerking nemen van de uitgaven met betrekking tot de crèches die momenteel op volle capaciteit draaien (met inbegrip van de nieuwe crèche « Les Comètes », via een groot aantal begrotingsartikelen, om een aanvullende enveloppe te verrekenen van 82.116,00 € ten opzichte van het vorig dienstjaar) ;
- uitgaven met betrekking tot het goede financiële beheer van het luik onderwijs, waaronder de aankoop van bijkomende schoolboeken ;

- uitgaven met betrekking tot het goede financiële beheer van het luik verzekeringen en regularisatie van dossiers in afwachting van betaling ;
- uitgaven in verband met de continuïteit van het opleidingsprogramma van het gemeentepersoneel ;
- werkingsuitgaven voor de ontwikkeling van het gemeentelijk wagenpark;
- beheer van de Baden van Sint-Joost opnieuw ten laste van de gemeente, waarbij we moeten rekening houden met een dienstjaar op volle capaciteit (enveloppes van 200.000,00 € verdubbeld en verdeeld via de betreffende begrotingsartikelen, om een totaal te bereiken van 403.000 € aan werkingsuitgaven) ;
- in aanmerking nemen van de uitgaven met hun gelijke tegenhanger aan inkomsten (bijvoorbeeld : promotionele video voor het nieuwe Huis van Culturen enz.);
- in aanmerking nemen van de onreduceerbare uitgaven in verband met het goede beheer van de nieuwe parkeercel, gebaseerd op het gemiddelde van de balansen en resultatenrekeningen van de beheersfirma tijdens de vorige dienstjaren (tot 2018): bijkomende enveloppe van 496.500,00 €, verdeeld via de betreffende begrotingsartikelen ;
- in aanmerking nemen van de onreduceerbare uitgaven verbonden aan het goede beheer van de nieuwe parkeercel (Scailquin), gebaseerd op het gemiddelde van de balansen en resultatenrekeningen van de beheersfirma tijdens de vorige dienstjaren (tot 2018): bijkomende enveloppe van € 172.071€, verdeeld via de betreffende begrotingsartikelen ;
- in aanmerking nemen van het beheer van het informaticapark en onderhoud van de software, oude en nieuwe zoals Inforius (voor het parkeerbeheer) ;
- in aanmerking nemen van de aanvullende noden inzake telefonie, onder andere om het verbruik te voorzien van de nieuwe ploegen van de parkeer- of parkingcel ;
- in aanmerking nemen van de noden inzake prestatiekosten van derden voor het onderhoud van de gebouwen, zoals met name de gemeentelijke gebouwen (+ 35.900,00 €) of andere gebouwen die niet bestemd zijn voor verhuur ;
- in aanmerking nemen van de uitgaven voor lopend beheer en voor de organisatie van evenementen (Carnaval van Sint-Joost, de voetbal- Europacup, enz..) ;
- in aanmerking nemen van de regularisaties van onafgehandelde dossiers en toename van de werkingskosten (huur Artemis en afsluiting van het dossier, voorziening van technische benodigdheden zoals voor de kledij van het gemeentepersoneel en de soep voorzien in de toekomstige refters in te richten in de gemeentelijke gebouwen).

6. Overdrachten

bedrag : 26.504.569,22 € hetzij 28,18 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze post vertoont een stijging van + 1.622.230,96 € tegenover de begroting van dienstjaar 2019, hetzij een evolutie van + 6,52 %.

Er dient te worden opgemerkt dat bepaalde overdrachtsuitgaven worden begroot als overeenstemmende uitgaven (zie hierboven).

Het is eerst en vooral belangrijk om op te merken dat de groepering van de Algemene Dotatie aan de Gemeenten in één enkele en zelfde reserve (zie hoofdstuk overdrachtsuitgaven voor meer details) een gunstig gevolg zal hebben op onze overdrachtsuitgaven.

Immers, sedert het begrotingsjaar 2018 verzoekt het Toezicht ons om geen rekening meer te houden met de 3 % aan ADG terug te geven in het kader van de uitwerking van de lopende begroting en volgende.

In aansluiting op het regularisatiewerk van de onwaardige dossiers van vastgestelde rechten geïnd over de vorige dienstjaren en opdat het resultaat van de thesaurie zou samenvallen met het begrotingsresultaat, overeenkomstig de instructies van de omzendbrief van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2020, begroten wij een realistisch bedrag van 50.000 € in 2020, teneinde overeen te stemmen met de reeds zichtbare bedragen op de rekening van dienstjaar 2018. Er dient te worden opgemerkt dat het vermeerderen van deze post en het verdelen van deze uitgave over meerdere boekjaren dient plaats te vinden voor de noden aan niet-geïnde onwaardige dossiers van vastgestelde rechten van de gewone dienst, dus zonder terugbetalingen.

Aangezien de budgettaire rekening van dienstjaar 2018 een ruim overschot vertoont, konden wij reeds een groot gedeelte van de lopende dossiers regulariseren, teneinde de begrotingen van dienstjaar 2020 en volgende beter te verlichten.

We kunnen tevens de registratie noteren van een begrotingsenveloppe die 140.958,06 € bedraagt (tegenover 93.972,04 € in 2019) in het kader van de terugbetalingen aan de FOD Binnenlandse Zaken van subsidies met betrekking tot dossiers van 2017 en 2018 (ter herinnering : van 2015 en 2016 voor de begroting 2019), betreffende de herberekening van de verantwoordingen van de lonen van de gemeenschapswachten op basis van de gepresteerde dagen, of de facturen die rechtstreeks verband houden met de prestaties, of nog de verantwoording van het activa- statuut einde contract.

Wij hebben budgetten verlaagd of geschrapt voorzien in de begroting 2019 in functie van de lopende dossiers, zoals bijvoorbeeld in het kader van openbare netheid, meer bepaald in het kader van de terugbetaling van een subsidie aan het BIM voor de

dossiers betreffende huiskatten, hondentoiletten enz...(teruggave van een subsidie van 8.000 € : deze informatie werd reeds vermeld in ons driejarenplan 2019-2020-2021).

Daarnaast vermelden we net zoals voor 2019 bijvoorbeeld de 175.000 € aan dotaties voorzien op de begroting van vorig dienstjaar in het kader van de tussenkomst voorzien in het tekort van de Baden van Sint-Joost die voortaan worden geschrapt uit het hoofdstuk van de overdrachtsuitgaven (zie boven personeels- en werkingsuitgaven).

De teruggave van 15% van het bedrag van de parkeerontvangsten (na aftrek van de kosten, volgens onze balansstudie van inkomsten uit prestaties, ontvangsten uit overdrachten, personeels- en werkingsuitgaven) aan het Plaatselijk Parkeeragentschap zal eveneens worden voorzien in de begroting van dienstjaar 2020 : we verrekenen deze teruggave ten belope van 150.000,00 €, in plaats van 127.500,00 € voorzien in de begroting van dienstjaar 2019.

Zoals voor de begroting van vorig dienstjaar nemen wij de laatste bedragen van de gekende bijdragen in aanmerking, zoals bijvoorbeeld de verhoging van het Brulabo aandeel.

Eveneens zoals voor de begroting van dienstjaar 2019 blijft de gebudgetteerde subsidie voor vzw Maison de la Famille geraamd ten belope van 250.000 € (op eigen fondsen). Deze subsidie wordt tevens gedeeltelijk verhoogd met 100.000 € door de reserve SB met betrekking tot de budgettaire begeleiding van dienstjaar 2020.

Zoals bestudeerd in het hoofdstuk betreffende de overdrachtsuitgaven, blijven de renovatiepremies voor de woningen op het gemeentelijk grondgebied voor een zelfde bedrag gebudgetteerd als op de begroting van het vorig dienstjaar.

De begroting 2020 houdt tevens rekening met de recente beslissingen van de Gemeentelijke overheden voor haar overdrachtsuitgaven, met name door de toepassing vanaf januari 2018 van een nieuw reglement voor hulp bij de economische herlancering van de Tennoodse handelaars, waarvan de jaarlijkse enveloppe wordt geraamd op 75.000,00 €.

Om waakzaam te blijven en bij gebrek aan informatie over de opvolging van de dossiers met betrekking tot de Kerkfabriek, wordt een begrotingsenveloppe van 150.000 € voorzien op de gewone dienst in het kader van de tussenkomst van de Gemeente in het tekort van de Kerkfabrieken. Dit bedrag wordt geraamd op basis van de begrotingsvoorzieningen van de verschillende Kerkfabrieken waarvoor wij het tekort financieren.

Wij voorzien tevens een reserve van 10.000,00 € (vermeerderd met 5.000,00 € om rekening te houden met de bijhorende regularisaties in 2019) betreffende de

terugbetalingsdossiers aan de ouders (20 %) voor de Nederlandstalige buitenschoolse opvang.

De begroting van overdrachtsuitgaven voor dienstjaar 2020 wordt tevens verhoogd met een geraamd bedrag van 51.750,00 €, in het kader van de toekenning van geboortepremies voor de Tennoodse bevolking. Het departement Burgerlijke stand telt een gemiddelde van 414 geboortes per jaar, voor een premie van 125,00 € per geboorte. Op dezelfde wijze zien wij erop toe om een goede werking te garanderen van de instellingen van onze partners waarbij wij een structureel en doeltreffend economisch en budgettair beleid voeren. De subsidies aan de instellingen en de huishoudens blijven identiek aan die van de begroting van 2019, uitgezonderd voor de volgende dossiers :

– vzw Lokale Werkwinkel van Sint-Joost-ten-Node :
een jaarlijkse aanvullende begrotingsenveloppe wordt toegekend om de goede werking te verzekeren van de vzw, met name voor het in aanmerking nemen van de verhoging van de waarde van de maaltijdcheques. De jaarlijkse subsidie stijgt dus van 320.000,00 € naar 360.000,00 € vanaf het begrotingsjaar 2020. Daarnaast dienen we, om het gebrek aan begrotingswijzigingen voor 2019 te compenseren, rekening te houden met een enige aanvulling van 10.000,00 € voor dienstjaar 2019, hetgeen de voorziene enveloppe in 2020 uiteindelijk op een totaal brengt van 370.000,00 €, te verdelen volgens de regels van de wet van 14 november 1983 (80% van de subsidie tijdens het betreffende jaar en het saldo van 20% het volgend jaar in functie van het resultaat van de rekening van het betreffende jaar).

Voor de overdrachtsuitgaven naar de Politiezone komen we perfect tegemoet aan de vraag van het Politiecollege, in zijn brief van 27 september 2018 betreffende de begroting 2019 en het meerjarenplan 2020-2021, waarbij de inschrijving van een bedrag van 13.242.259,27 € wordt opgenomen als gemeentelijk aandeel van dienstjaar 2020 voor onze Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

We signaleren het bedrag van 200.000,00 € in te schrijven als overdrachtsuitgaven, maar die hun tegenhanger hebben aan overdrachtsinkomsten, voor de teruggave aan de Politiezone van de subsidies voor het veiligheidscontract (Subsidie EX-VSC Binnenlandse zaken van 2019).

Vervolgens worden de regularisaties van subsidies EX-VSC Binnenlandse zaken met betrekking tot de vorige dienstjaren ingevoerd, voor samengevoegde bedragen van 49.888,02 €.

Tot slot herinneren wij eraan dat we sedert het begrotingsjaar 2016 met de Politiezone de spreiding zijn overeengekomen over 5 begrotingsjaren van het bedrag van 1.715.315,16 € met betrekking tot de teruggavedossiers voor veiligheidscontracten van vorige dienstjaren (2006 tot 2009 en 2012). Zoals opgenomen in ons driejarenplan 2019-2020-2021 zou deze schuld aflopen tijdens het begrotingsjaar 2020, waarvoor een laatste bedrag van 343.063,30 € wordt geregistreerd.

Voor de overdrachtsuitgaven aan het OCMW zullen we rekening houden met de elementen overeengekomen met zijn overheid tijdens het Overlegcomité tussen onze Gemeente en haar OCMW op 27 november 2019.

De verschillende materies waarover werd onderhandeld, zoals de begroting 2020 of de budgetten die worden toegekend aan de werkings-, omkaderings- en uitvoeringsuitgaven van de artikelen 60 (zie betreffende nota en bijlage B6), bevinden zich in het verslag van dit Overlegcomité van 27 november 2019, opgenomen in de bijlagen bij onze begroting voor dienstjaar 2020.

We herinneren eraan dat de richtlijnen opgenomen in de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van dienstjaar 2020 ons verzoeken om het bedrag van de gemeentelijke tussenkomst dienovereenkomstig te verlagen wanneer het OCMW een overschot zou hebben geboekt op de vorige dienstjaren.

Deze operatie heeft reeds het voorwerp uitgemaakt van een dotatieverlaging voor 2019 bij de overhandiging van de rekening van dienstjaar 2018 van het OCMW (Gemeenteraad van 11 september 2019), door haar overschot van 445.626,37, om de dotatie 2019 te brengen op het bedrag van 9.000.000,00 €.

Voor de berekening van de dotatie voor dienstjaar 2020 aan het OCMW zullen we ons driejarenplan 2019-2020-2021 naleven, dat een stijging vermeldt van 2% indexering om de dotatie voor 2020 te brengen op het bedrag van 9.180.000,00 €.

Deze zelfde redenering wordt bestudeerd in overleg met onze partner, en in afwachting van het komende resultaat van de rekening 2019 van het OCMW, ramen wij dat het benodigde bedrag voor het OCMW om op haar beurt een begroting 2020 in evenwicht voor te stellen 9.180.000,00 € bedraagt.

We noteren dat de bedragen ingeschreven in de begroting 2020, zowel aan inkomsten en uitgaven van overdrachten, met betrekking tot de teruggave van subsidies aan het OCMW (waaronder 43.834,95 € met betrekking tot de teruggave van de subsidie afkomstig van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aan het OCMW betreffende de hulp om migranten, daklozen, zigeuners en de zogenaamde « roma » te ondersteunen) werden goedgekeurd tijdens het Overlegcomité Gemeente/OCMW van 27 november 2019.

Bij gebrek aan inning van subsidies van de bevoegde overheden in de loop van 2019, voorzien wij budgetten van regularisaties voor 2019 en 2020, die opnieuw zullen worden aangepast bij de volgende begrotingsopmaak, wanneer de rekeningen 2019 zullen worden afgesloten.

7. Schuld

bedrag : 10.225.095,63 € hetzij 10,87 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze laatste rubriek van de gewone gemeentelijke begroting vertoont een stijging van + 501.268,24 € ten opzichte van de begroting van dienstjaar 2019, of een evolutie van + 5,16 %.

Wat de schulduitgaven 2020 van onze Gemeente betreft, is de voorziening van de debetrenten identiek aan deze in 2019, namelijk een begrotingsenveloppe van 30.000 €, teneinde overeen te stemmen met de vermoedelijke kalender van de gemeentelijke thesaurie, overeenkomstig de omzendbrief van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2020.

Behalve de berekening van de moratoire interesten, van achterstand of gelijkaardige, die identiek werden begroot als in de vorige begroting van dienstjaar 2019, namelijk 40.000 € in raming 2020 (in functie van de kennisname van de lopende geschillendossiers), zijn de schulduitgaven in hoofdzaak afkomstig van de evolutie van de leningslasten bij Belfius Bank, Fortis Bank en onlangs ING Bank (sedert eind 2017).

De veranderingen in de leningslasten worden eveneens verklaard door de evolutie van de gecumuleerde schuld bovenop het buitengewone programma 2020, wetende dat het totaal van de buitengewone leningsuitgaven te voorzien in 2020 (85.162.080,00 €) hoger ligt dan het totaal in de begrotingstoestand op het initiële dienstjaar 2019 (59.602.126,00 €).

Zoals voor de gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2020, houdt de berekening van de bedragen die als schuldenlasten dienen te worden opgenomen voor de nieuwe leningen in het begrotingsontwerp 2020 slechts rekening met 2 maanden leningen.

De impact van de leningen 2020 op de gewone begroting 2020 bedraagt 78.269,33 € (berekening = $469.616 \text{ €} / 6$) tegen 133.890,50 € voor de initiële gewone begroting van het dienstjaar 2019 (berekening = $803.343 \text{ €} / 6$).

Ondanks de sterke stijging van de leningen (en van de investeringsuitgaven die parallel evolueren) te voorzien op de buitengewone begroting van het jaar 2020, stellen we een sterke daling vast van de onmiddellijke impact op de gewone begroting 2020 tegenover de berekeningen van het vorig dienstjaar. Dit fenomeen kan worden verklaard door twee belangrijke punten. Het eerste is de sterke stijging van de interestvoeten voor de leningen op korte, middellange en lange termijn vanaf 2020. Het tweede punt is de sterke stijging van de inkomsten uit overdrachten (buitengewone subsidies) ingeschreven op de buitengewone begroting 2020 ten opzichte van de initiële begroting van dienstjaar 2019, die dus aanzet tot minder leningen om de projecten te financieren en dus tot minder inkomsten uit schulden om een begrotingsevenwicht te bereiken.

De evolutietabellen van de gecumuleerde gemeentelijke schuld, opgenomen in begrotingsbijlage 2020, omvatten rechtstreeks alle dossiers met betrekking tot de bijhorende lopende leningen en lasten.

ALGEMENE OVERBOEKINGEN

8. Overboekingen

Dit hoofdstuk, dat uniek is voor het ontwerp van begroting 2020, vertegenwoordigt een algemene overboeking van 500.000,00 € op het overschot van dienstjaar 2020, dat ter herinnering 562.596,75 EUR bedraagt.

Deze boeking wordt na de berekening van het resultaat van het begrotingsjaar ingeschreven om de samenhang te waarborgen met de totale bedragen die werden opgenomen in de ontvangsten en uitgaven van de gewone dienst van het begrotingsjaar, maar wordt vóór de berekening van het algemene resultaat geboekt, namelijk het resultaat dat wordt gecumuleerd met dat van de voorgaande begrotingsjaren, wat deze boeking op 7.418.236,64 € brengt.

Het gaat dus niet om een zogenaamde « functionele » overboeking, aangezien de inkomsten niet afkomstig zijn van een bepaalde functie of materie.

Deze overboeking wordt in 2020 voorzien om te worden toegewezen aan een reservefonds van de gewone dienst. Zoals reeds werd bestudeerd in het hoofdstuk betreffende de personeelskosten (zie hierboven), zou deze kapitaalvorming met name kunnen toelaten om te anticiperen en gedeeltelijk de exponentiële kosten kunnen wegwerken van toekomstige lasten inzake pensioenfondsen, met betrekking tot de responsabiliseringsbijdragen, als aanvulling op de basisbijdragen, die tussen 2020 en 2025 zullen exploderen volgens de laatste studie die wij sedert eind 2019 ter beschikking hebben.

Wij vestigen hierbij de aandacht van onze Toezichthoudende overheid op het feit dat het absoluut noodzakelijk is dat op korte en middellange termijn belangrijke oplossingen worden gevonden om dit probleem te verlichten.

II. BUITENGEWONE BEGROTING

Deze buitengewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2020 werd meermaals opgemaakt en herwerkt, op basis van de aanvragen en wijzigingen van de diensten toegekomen op het Departement Financiën sedert juli 2019, rekening houdende met de evolutie van elk dossier.

Daarnaast is het belangrijk om te vermelden dat deze buitengewone begroting rekening houdt met de richtlijnen van de Toezichthoudende overheid door de budgettaire omzendbrief van 06 september 2019 betreffende de gemeentelijke begroting 2020, maar tevens met het werk van continuïteit en coherentie door ons driejarenplan 2019-2020-2021, gestemd door onze Gemeenteraad op 28 augustus 2019 en goedgekeurd door de Toezichthoudende overheid op 30 september 2019 als bijlage van de gemeentelijke begroting 2019.

Bij wijze van voorbeeld vinden we in de buitengewone begroting 2020 aanzienlijke investeringsprojecten met betrekking tot de studies en de heropbouw van het Stadion van Sint-Joost, de infrastructuurwerken in schoolgebouwen, de studies en bouwwerkzaamheden voor een nieuwe crèche en inrichtingswerken in de bestaande crèches, alsook de ontwikkelings- en onderhoudswerkzaamheden aan onze gemeentelijke woningen.

Gezien de laattijdige goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2019 en haar bijlagen, en om de continuïteit van de buitengewone investeringsprojecten te verzekeren indien de gunning van de opdrachten niet voor eind 2019 (of andere planningsproblemen) zou plaatsvinden, worden de ramingen van veel buitengewone projecten door de betrokken diensten uitgesteld van 2019 naar 2020.

De buitengewone begroting 2020 vertoont een ontvangst uit schuld (d.w.z. leningen) van 85.162.058 € (tegenover 59.602.126 € voor de initiële buitengewone begroting voor begrotingsjaar 2019).

Het Gewest herinnert ons er jaarlijks aan dat enerzijds de kosten van nieuwe leningen beperkt moeten blijven tot het volume van de kapitaalaflossingen in de loop van het jaar om het totale gewicht van de schuld te stabiliseren en dat anderzijds de vermindering van de schuld van de lokale overheden bijdraagt tot de uitvoering van het Convergentieprogramma van de Belgische Staat en dat dus een reële beheersing van de gemeentelijke schuld vereist is.

In totaal voorziet de buitengewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2020 een bedrag van 119.306.176 € aan investeringen (tegen 79.461.006 € voor de initiële buitengewone begroting van dienstjaar 2019).

De aanvragende departementen verantwoorden de stijging van de voorzieningen aan investeringsuitgaven 2020 door de overname van bepaalde voorzieningen 2019 die niet zouden worden gerealiseerd tegen 31 december 2019, met name door de laattijdige goedkeuring van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2019 eind september 2019, of door de verschillende verzwaarde en onlangs ingevoerde procedures inzake overheidsopdrachten, of nog door het laattijdige vervallen van afleveringen van diverse stedenbouwkundige vergunningen voor de betreffende dossiers.

Het totale bedrag van de subsidies en andere inbreng bedraagt 35.109.055 € in het ontwerp van buitengewone begroting 2020, tegenover 20.768.880 € voor de initiële buitengewone begroting van dienstjaar 2019, hetgeen een gedeelte van de toename van investeringsuitgaven zou kunnen verklaren voor 2020.

Daarnaast voorziet het ontwerp van buitengewone begroting 2020 een uitzonderlijke ontvangst in verband met de verkoop van een gemeentelijk gebouw gelegen Middaglijnstraat 29 (Vrederecht) voor een bedrag geraamd op 1.000.000 €.

Het volledige bedrag van « zuivere » inkomsten bedraagt dus 1.000.000 €.

Teneinde de buitengewone gemeentelijke begroting 2020 in evenwicht te houden op het eigen dienstjaar, bestemmen wij dit bedrag in een buitengewoon reservefonds.

Tot slot bedraagt het buitengewoon algemeen resultaat voor de gecumuleerde dienstjaren het exacte bedrag van de gemeentelijke rekening 2018 (gestemd in de gemeenteraad op 09 oktober 2019 en in afwachting van de goedkeuring door onze Toezichthoudende overheid), namelijk een overschot van 8.536.276,89 €.

ONTVANGSTEN

De buitengewone inkomstenbegroting 2020 wordt verdeeld als volgt :

1° subsidies voor een bedrag van 35.109.055 € (driejarenplan, diverse contracten met de hogere overheden en andere);

2° leenformule voor een bedrag van 85.162.058 € ;

3° uitzonderlijke « zuivere » inkomsten voor 1.000.000 €.

UITGAVEN

Wij voorzien voor het begrotingsjaar 2020 een totaal bedrag van 120.271.113 € voor buitengewone uitgaven, waarvan een totaal aan investeringsuitgaven van 119.306.176 €, een totaal aan transferuitgaven van 964.937 €.

III. BEGROTINGSBIJLAGEN

Overeenkomstig de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 06 september 2019 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van het dienstjaar 2020, nodigen wij u uit de bijlagen te raadplegen bij de gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2020, alsook de oriëntatienota en het begrotingsbeleid 2020, bijgevoegd bij dit dossier.

De wnd. Adviseur van de Dienst Financiën,


Abderahim GHARBI

